GICAT

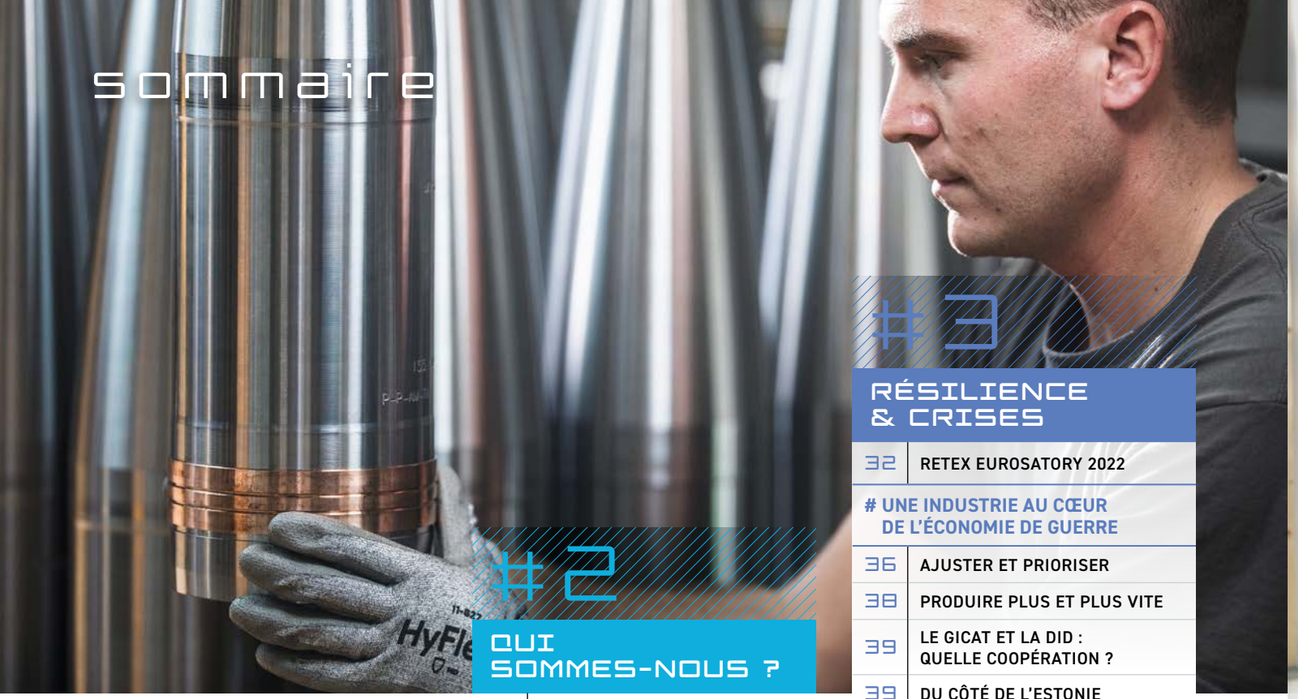
Groupement des industries françaises de défense
et de sécurité terrestres et aéroterrestres

GICAT.COM

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2022

© Crédit photo : Arquus, Collectif Favart, Direction Générale de la Gendarmerie Nationale, MBDA, Michaël Guichard, Ministère de l'Intérieur et des Outre-mer / E. Delelis, Nexter, SIRPA Terre.

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2022



sommaire

#1 ÉDITORIAUX

6 LE MOT DU PRÉSIDENT
8 LE MOT DU DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL

LA PAROLE À NOS PARTENAIRES

10 Emmanuel CHIVA
12 Alain THIRION

#2 QUI SOMMES-NOUS ?

16 LE GICAT EN CHIFFRES
20 DÉCRYPTAGE | Kévin MARTIN | FRS
22 LE GICAT... COMMENT ÇA MARCHE ?

LES PME : L'ADN DU GICAT

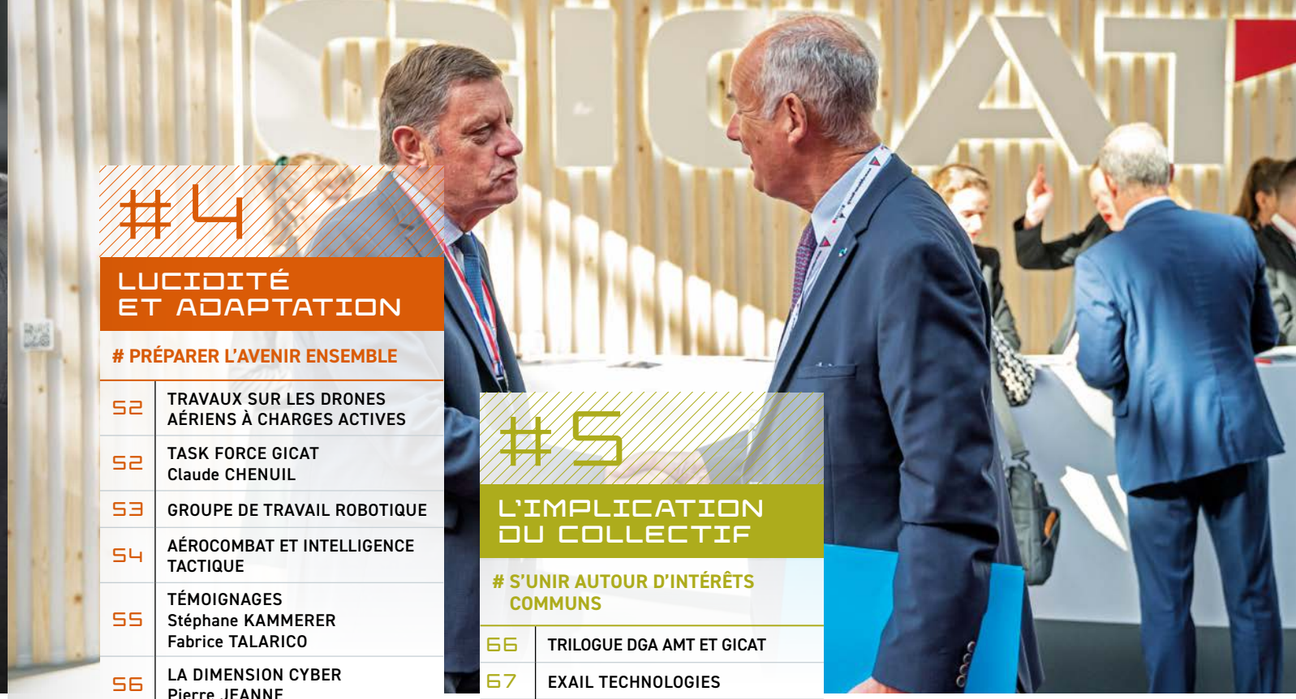
24 ENTRETIEN CROISÉ Jérôme DIACRE | Pierre FOULQUER
25 MENTORAT | PANGOLIN | ARQUUS
25 INTERVIEW Léa BENASSEM--DURIEUX
26 LE GICAT, ACCÉLÉRATEUR DE SYNERGIES PME/MOI
27 TÉMOIGNAGE | Khalid CHRAÏBI
28 ÉVÈNEMENTS MARQUANTS 2022

#3 RÉSILIENCE & CRISES

32 RETEX EUROSATORY 2022

UNE INDUSTRIE AU CŒUR DE L'ÉCONOMIE DE GUERRE

36 AJUSTER ET PRIORISER
38 PRODUIRE PLUS ET PLUS VITE
39 LE GICAT ET LA DID : QUELLE COOPÉRATION ?
39 DU CÔTÉ DE L'ESTONIE
40 AVIS D'EXPERT Pierre-Joseph GIVRE
41 LPM | ANALYSE D'UN HISTORIEN
42 ENSEMBLE, RELEVER LE DÉFI DE L'EMPLOI
44 L'AFTERWORK DES MÉTIERS
44 TASK FORCE GICAT | Lilian EUDIER
45 UNE COMMISSION RH DU GICAT SUR LE FRONT DE L'EMPLOI
46 POINT DE VUE | Alexandre SAUBOT
48 BOURGES, TERRE DE DÉFENSE
49 PANGOLIN : PÉPITE BERRUYÈRE
50 POUR UNE INDUSTRIE QUI RECRUTE



#4 LUCIDITÉ ET ADAPTATION

PRÉPARER L'AVENIR ENSEMBLE

52 TRAVAUX SUR LES DRONES AÉRIENS À CHARGES ACTIVES
52 TASK FORCE GICAT Claude CHENUIL
53 GROUPE DE TRAVAIL ROBOTIQUE
54 AÉROCOMBAT ET INTELLIGENCE TACTIQUE
55 TÉMOIGNAGES Stéphane KAMMERER Fabrice TALARICO
56 LA DIMENSION CYBER Pierre JEANNE
57 TASK FORCE GICAT Martine POIRMEUR Jean-Jacques PELLERIN
58 ENSEMBLE ON VA PLUS LOIN
59 RSE : NOS PARTENAIRES ET ADHÉRENTS ONT DU TALENT ! Jean-Marc LALANE | Amel KEFIF Laurent POURPRIX
60 UN GROUPEMENT TOURNÉ VERS L'INNOVATION
61 TASK FORCE GICAT Hubert RAYMOND
62 ULYSSE, LE NOUVEAU CHALLENGE DE NOS START-UP GENERATE
63 HELPED : LA RÉPONSE AUX CRISES
63 LA GENDARMERIE ET L'INNOVATION

#5 L'IMPLICATION DU COLLECTIF

S'UNIR AUTOUR D'INTÉRÊTS COMMUNS

66 TRILOGUE DGA AMT ET GICAT
67 EXAIL TECHNOLOGIES
68 LE GICAT ET LE CSF INDUSTRIE DE SÉCURITÉ
69 STRUCTURER L'OFFRE INDUSTRIELLE FRANÇAISE DE SÉCURITÉ
70 EXPÉRIMENTATIONS POUR LA SÉCURISATION DES JOP 2024

PLUS FORTS À L'INTERNATIONAL

72 POUR UNE TEAM FRANCE CONQUÉRANTE À L'EXPORT
74 UN NOUVEAU BINÔME À L'EXPORT
74 PARTENARIAT FRANCO BELGE
75 QUELLES SYNERGIES AVEC NOS HOMOLOGUES LUXEMBOURGEOIS
76 MOBILISER LES OUTILS DE FINANCEMENTS POUR L'EXPORT

#6 LE GICAT 2023

76 L'ÉQUIPE DU GICAT 2023

ILS NOUS FONT CONFIANCE

77 LES ADHÉRENTS DU GICAT
77 LES START-UP GENERATE

Si un rapport d'activité est l'occasion de tirer un bilan de l'année passée et de se tourner vers l'avenir, la particularité de la situation présente nous oblige, nous industriels, à prendre la mesure de nos responsabilités. L'engagement de nos collaborateurs et dirigeants vis-à-vis des enjeux à court et moyen termes le prouve.

Notre Base industrielle et technologique de Défense (BITD) est l'héritage d'investissements passés de l'État et des industriels, et d'une politique industrielle assumée et efficace. Nous devons ensemble continuer à l'adapter et la moderniser.

Le mot du Président | Marc DARMON

Le haut niveau de compétences de nos Armées et notre savoir-faire technologique sont reconnus par nos alliés et par la Nation. Les industriels sont engagés pour que l'adaptation de notre outil de Défense aux enjeux du moment soit rapide et performante.

Je souhaite cette année insister sur trois idées fortes qui structureront ce rapport et qui, selon moi, sont les ingrédients qui forgeront notre réussite industrielle :

- **La résilience**, au regard des crises passées et des défis actuels ;
- **La lucidité**, pour s'adapter aux nouvelles menaces et réagir aux besoins qu'elles impliquent ;
- **L'implication du collectif** dans les défis immédiats et de plus long terme.

La résilience : tirer les leçons des crises passées pour préparer l'avenir

Tout d'abord, la résilience et le besoin de souveraineté. Il s'agit de tirer les leçons industrielles des crises passées pour préparer l'avenir. Le mot « résilience », souvent galvaudé, mérite d'être précisé : c'est la « capacité d'un écosystème, à se rétablir après une perturbation extérieure ». Et les perturbations qui touchent notre filière sont nombreuses !

Nous avons été frappés durement par la crise du Covid-19 et les relations étroites entre l'État et l'industrie ont permis de soutenir le tissu des PME sous-traitantes et fournisseuses. Nous avons ensuite fait face au retour d'une forte inflation et de tensions sur les matières premières, à la persistance de problèmes de financement de nos PME et de difficultés de recrutement, à des obstacles à l'exportation, pourtant indispensable à notre modèle économique et notre compétitivité. Les effets de la guerre en Ukraine ont naturellement amplifié ces différentes difficultés.

La visibilité permise ces dernières années par la Loi de Programmation Militaire 2019-2025 a été essentielle afin d'anticiper les besoins de nos forces armées et de nos partenaires à l'export. La prochaine Loi de Programmation Militaire (2024-2030) fait de 2023 une année particulière qui permettra de répondre aux impératifs d'aujourd'hui tout en anticipant les priorités de demain.

La lucidité : savoir anticiper les besoins futurs

Face à ces difficultés, « l'optimisme de la volonté » pour paraphraser Gramsci, doit nous motiver. Pour autant, la résilience, réaction immédiate, nécessite de la préparation et donc de la lucidité quant aux défis devant nous.

La lucidité, c'est notamment porter une attention aux nouveaux champs et espaces de conflictualité majeurs tels que le cyberespace et l'information. C'est aussi imaginer des réponses aux défis qui s'imposent à nous : la responsabilité sociale et environnementale des entreprises, le changement climatique, la gestion des crises ou encore la féminisation de notre industrie. Quels que soient les défis, tous nos succès passent par l'engagement collectif.

Pour une action collective

Dans le cadre d'un besoin de performance, l'industrie met son agilité technologique au service de solutions concrètes.

Sur le pan de la Défense, l'exemple le plus éloquent est SCORPION, programme qui part des besoins concrets de nos forces et témoigne d'une réalité opérationnelle. De même, les travaux sur l'économie de guerre illustrent notre méthodologie collective. Depuis l'annonce du Président de la République à Eurosatory, les opérationnels, la DGA et le CIDEF œuvrent collectivement pour accélérer les procédures, simplifier la production et la livraison de matériels, identifier les moyens de recruter et de fidéliser notre ressource humaine.

Cette même volonté de co-construction anime l'écosystème de la Sécurité. La récente adoption de la Loi d'orientation et de programmation du ministère de l'Intérieur (LOPMI) est un premier pas vers une action collective sur de grands sujets à l'image des territoires de confiance et de la sécurisation des grands événements, largement guidée par la tenue des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024.

Pour conclure, je souhaite insister sur l'esprit de responsabilité qui guide nos entreprises de Défense et de Sécurité dans un contexte difficile. A ces entreprises qui constituent le GICAT, je souhaite également exprimer à nouveau ma fierté personnelle de les représenter au quotidien.

> *Elle s'est traduit par une volonté de permettre à l'industrie de se mettre en ordre de bataille et d'être financée afin de faire face à la production de masse (équipements, rechanges, munitions) nécessaire à des conflits de haute intensité sans obérer l'indispensable préparation de l'avenir.*

En 2022, si l'accalmie sur le front du COVID a permis une reprise des rencontres et salons, l'actualité dense tant d'un point de vue politique que des relations internationales a imposé à notre Groupement d'être au rendez-vous de nouveaux et nombreux défis qui se sont présentés.

Le mot du Délégué Général | Jean-Marc DUQUESNE

Ainsi l'invasion russe de février 2022 a trouvé une réponse française dans le discours du Président Macron à Eurosatory en juin 2022, avec la volonté de mettre en place une **économie de guerre**. Elle s'est traduite par une volonté de permettre à l'industrie de se « mettre en ordre de bataille » et d'être financée afin de faire face à la **production de masse** (équipements, rechanges, munitions) nécessaire à des conflits de haute intensité sans obérer l'indispensable préparation de l'avenir. Les nombreux travaux menés de septembre 2022 à février 2023 entre industriels, opérationnels et DGA déboucheront in fine sur le projet de loi de programmation militaire 2024-2030.

Structurante pour le secteur de la Sécurité, la récente adoption de la première Loi d'Orientation et de Programmation du ministère de l'Intérieur **(LOPMI)** prévoit une enveloppe de 15 milliards d'euros d'ici 2027 et s'annonce prometteuse concernant deux sujets majeurs pour le GICAT :

- Les **territoires de confiance,** concrétisés par un travail commun avec nos partenaires institutionnels et les collectivités territoriales (Dijon, Saint Quentin en Yvelines, la Région Bretagne, Lille Métropole, Nice, Angers, etc.) qui permettent l'organisation de colloques et de nombreux rendez-vous politiques.
- La **Sécurité des grands événements**, largement guidée par la tenue des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024. Notre industrie s'est très tôt structurée et travaille désormais main dans la main avec le ministère de l'Intérieur autour des 190 expérimentations impliquant 70 entreprises françaises et qui doivent garantir le bon déroulement des évènements (contrôle d'accès, sureté, cyber, etc.).

Export et rebond d'Eurosatory

À l'international, après les contraintes de déplacements liées au COVID, le GICAT a accentué ses efforts, grâce notamment à l'emploi d'un nouveau responsable et d'un consultant dédiés à l'export, avec l'objectif de revenir à un taux d'exportation de 50% de la production de la filière. L'édition 2022 d'Eurosatory de retour après quatre ans, véritable réussite avec ses 1800 exposants venus de 62 pays, ses 62 000 visiteurs et ses 250 délégations officielles de 96 pays, et inauguré pour la première fois par le Président de la République, illustre l'excellence et l'expertise de l'industrie française. La présence internationale du GICAT est toujours aussi importante, qui a su fédérer de nombreux pavillons France sur les principaux salons étrangers.

Ne pas sacrifier la préparation de l'avenir aux besoins immédiats

Notre mission au sein du Groupement est aussi d'anticiper les risques et donc les besoins futurs afin de préparer les matériels et solutions de demain. Outre la recherche de crédits d'Études Amont supplémentaires dédiés aux besoins de la filière aéroterrestre, le GICAT, dès 2017, a pris le virage des nouveaux champs et espaces de conflictualité majeurs en créant le cluster Data Intelligence pour développer des projets communs à l'écosystème industriel du renseignement et de la data. En 2022, nous avons lancé une « Commission Cyberespace et Numérique » pour répondre plus précisément aux besoins des opérationnels dans ce domaine.

Face au défi du changement climatique, nos entreprises sont pleinement investies dans la réduction de nos émissions de gaz à effet de serre. La commission « Energie opérationnelle » du GICAT est un des acteurs de ce changement, en lien avec les opérationnels de nos armées et la DGA. En matière de gestion de crise, le GICAT et sa filiale commerciale, COGES Events, ont développé le démonstrateur HELPED et fédèrent une nouvelle filière industrielle pour répondre aux besoins de Sécurité civile. Enfin, face aux enjeux sociétaux, le GICAT s'engage en faveur des blessés de guerre et de la reconstruction par le sport, et pour la féminisation des postes dans l'industrie de Défense. Groupement proactif et innovant, avec une délégation profondément renouvelée et renforcée à l'été 2022, le GICAT contribue à la dynamique reconnue de l'industrie de Défense et de Sécurité.

Monter ce que fut cette réalité en 2022, telle est l'ambition de ce rapport d'activité.

> *Je salue la mobilisation des industriels qui ont su s'engager dans une démarche constructive et collective, avec la Direction générale de l'armement et l'État-major des armées, pour identifier les points de blocage et mettre en œuvre des solutions concrètes et rapides.*

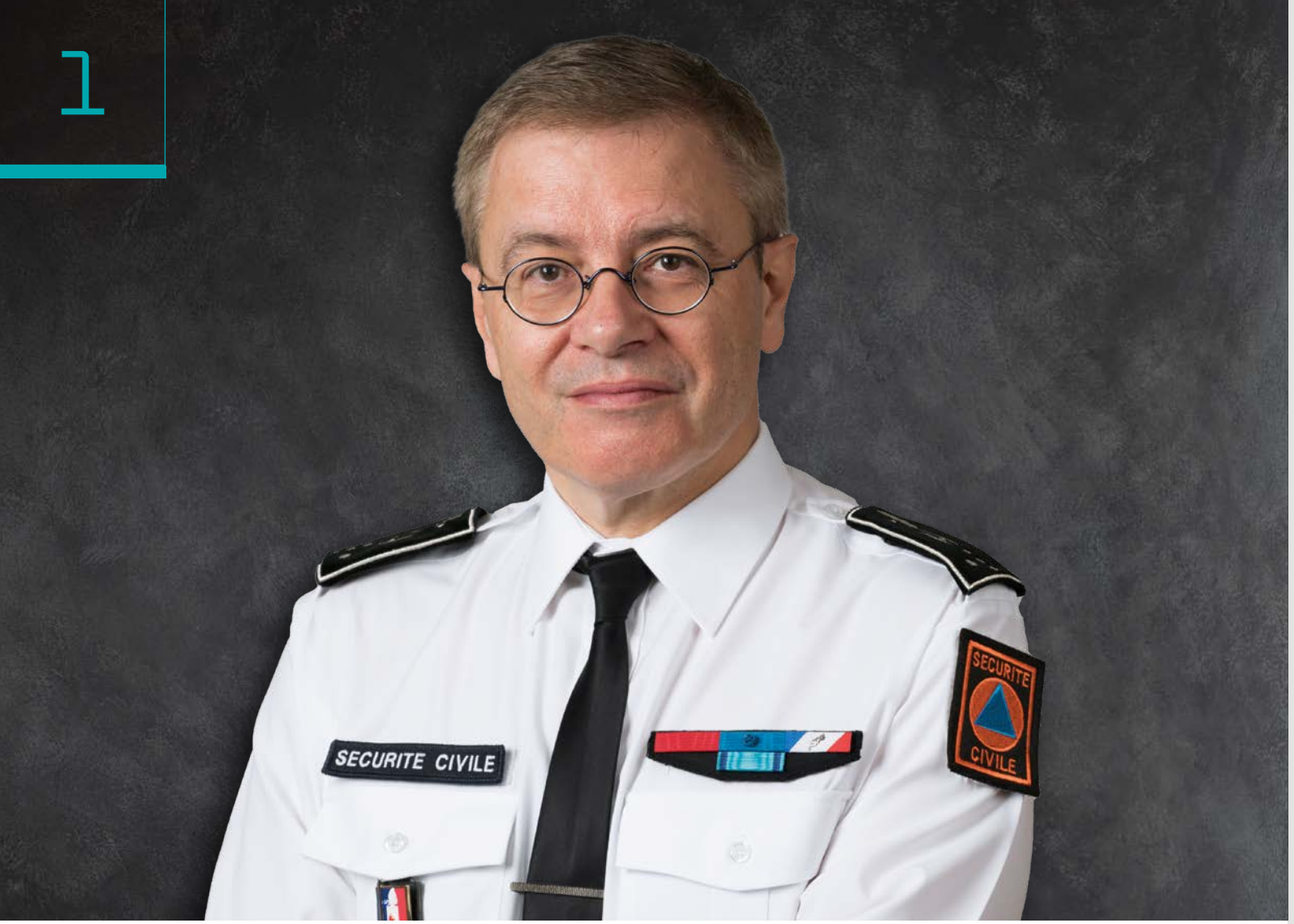
Pour l'industrie de Défense française, faire le bilan de l'année 2022, c'est raconter l'histoire d'un virage stratégique. L'année 2022, marquée par le conflit en Ukraine, le retour de la guerre sur le sol européen et la confirmation de l'hypothèse d'un engagement de haute intensité, nous a imposé **une prise de conscience et une réaction**.

Emmanuel CHIVA | Délégué général pour l'armement au ministère des Armées

Une prise de conscience d'abord, face aux réalités remontées du terrain ukrainien : l'importance de l'attrition, l'immédiateté du besoin, l'affrontement et la complémentarité entre nouvelles technologies et rusticité.

De ces constats est née la réaction.
La bascule vers l'économie de guerre voulue par le Président de la République est une transformation durable de notre modèle.
Je salue la mobilisation des industriels qui ont su s'engager dans une démarche constructive et collective, avec la Direction générale de l'armement et l'Etat-major des armées, pour identifier les points de blocage et mettre en œuvre des solutions concrètes et rapides.
Ensemble, nous avons répondu à l'appel du Ministre des Armées, nous enjoignant à remettre la capacité à produire au cœur de nos préoccupations.
Notre objectif : produire plus et plus vite, dans un modèle économique soutenable par l'État, et ce dans la durée.
Mais ne soyons pas myopes, certes nous accélérons pour apporter les réponses nécessaires aux crises actuelle, mais l'anticipation des menaces futures ne doit en aucun cas être oubliée.
Alors que la production et la performance industrielle sont érigées en point d'attention centraux pour la DGA, la préparation de l'avenir reste naturellement stratégique.
L'hybridité des conflits, les menaces dans les champs immatériels, le quantique ou encore l'hypervélocité sont autant de chantiers ouverts pour préparer aujourd'hui la réponse aux besoins de demain.
Notre enjeu collectif s'exprime en des termes simples : il nous faut désormais exceller tant dans les domaines de la production et la performance industrielle, que de la préparation de l'avenir.

Mais je suis confiant.
Dans cette période marquée par les incertitudes et la diversification des menaces, la France a la chance de pouvoir s'appuyer sur un tissu industriel unique, fruit de l'investissement de la Nation depuis des décennies.
Cette industrie résiliente, souveraine et unie, grâce notamment au travail d'acteurs comme le GICAT, est un pilier solide du triptyque formé avec l'EMA et la DGA.
Nous sommes unis par une finalité commune : équiper nos forces armées des moyens nécessaire à la Défense de notre Nation.
Notre succès sera collectif, ou ne sera pas.
Je sais pouvoir compter sur l'excellence de notre outil industriel, et ce rapport d'activité en est d'ailleurs la preuve.



> *La Sécurité civile est autant par nature que par nécessité une communauté ouverte, résolument tournée vers l'extérieur : la société civile, la sphère publique, le monde universitaire, celui des entreprises à fortiori.*

La réalité concurrence parfois l'inimaginable ! À ma prise de fonctions en août 2019, je m'étais préparé à devoir faire face à de nombreuses situations d'urgence. Mais j'étais loin de penser à l'époque qu'autant de crises nationales et internationales, inédites pour certaines par leur nature, leur durée ou leur ampleur, jalonneraient ces trois ans et demi passés à présent à la tête de la direction générale de la Sécurité civile et de la gestion des crises.

Alain THIRION | Directeur Général de la Sécurité civile et de la gestion des crises au ministère de l'Intérieur et des Outre-mer

À chaque fois, nous avons affronté avec humilité et responsabilité ces différents évènements sanitaires, climatiques, environnementaux, industriels…

Mais toujours animés aussi d'une confiance totale, car en bien des circonstances éprouvées, dans les femmes et les hommes de la Sécurité civile dont le professionnalisme, l'engagement, les valeurs de résilience et de solidarité sont pour nous tous une source inextinguible de reconnaissance.

Vous le savez, la Sécurité civile est autant par nature que par nécessité une communauté ouverte, résolument tournée vers l'extérieur : la société civile, la sphère publique, le monde universitaire, celui des entreprises à fortiori.

Elle s'appuie sur un large panel d'acteurs car elle a besoin de se nourrir de compétences plurielles relevant de champs très variés. Ses différentes entités, à l'instar de la direction générale, s'attachent donc continument à tirer le meilleur profit des expérimentations conduites, des retours d'expérience réalisés, des nouvelles connaissances acquises et des innovations techniques et technologiques existantes.

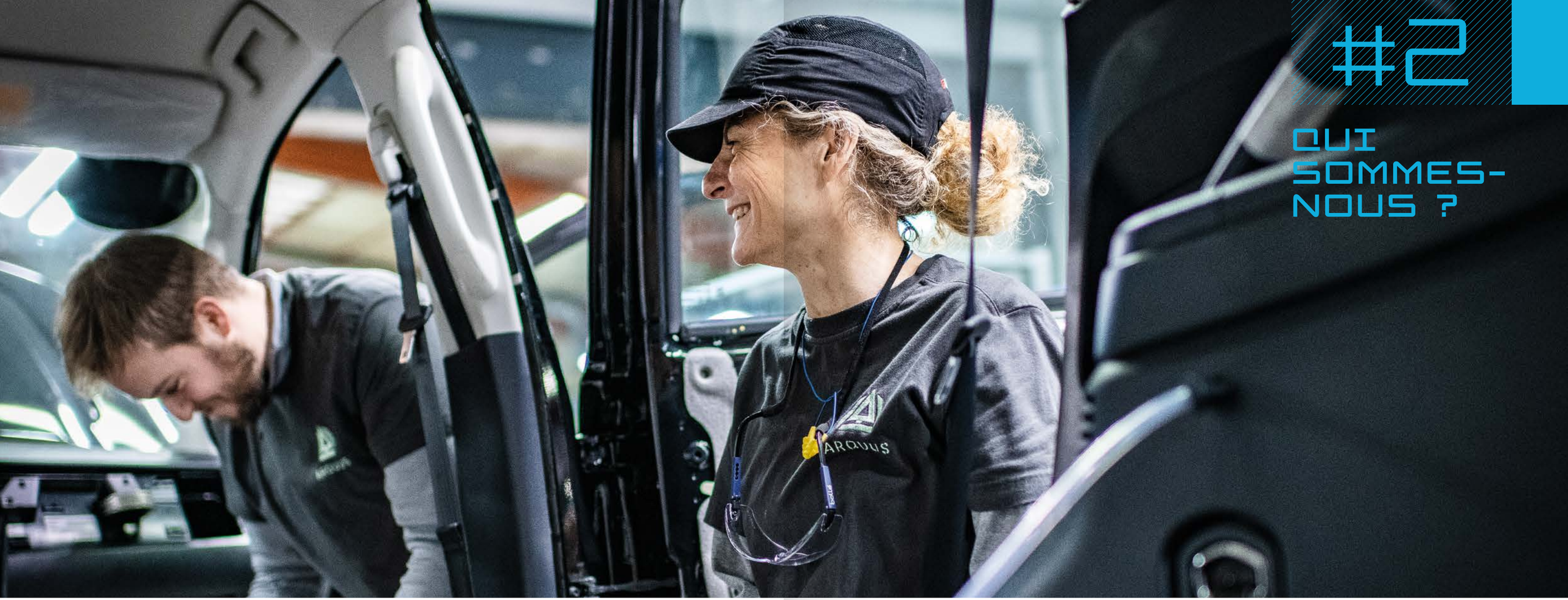
Dans cette démarche, nous avons la chance de pouvoir compter sur un tissu industriel dynamique que met en exergue l'action du GICAT, retracée dans ce rapport d'activité montrant toute l'étendue des savoir-faire de ces entreprises.

Je me réjouis à cet égard des partenariats qui soutiennent notre collaboration et qui, à bien considérer, se fondent sur des ressorts communs, celui de s'appuyer sur les réalités du terrain pour répondre à ses besoins et de remettre en permanence l'ouvrage sur le métier.

Au fond, demeurer dans le mouvement, dans l'adaptation, dans la modernisation de nos réponses opérationnelles et cadres d'intervention pour continuer à assurer la noble mission qui nous est confiée de protection de la population, des biens et de l'environnement.

Les industriels du GICAT apportent à tous les acteurs de la Sécurité civile un concours aussi précieux qu'indispensable. Il se fonde sur une écoute attentive de nos problématiques et une large gamme d'outils et de solutions très utiles au quotidien à la conduite de nos missions.

Ces entreprises sont à leur manière un maillon important de la chaine du secours et de la protection et je tiens à saluer leur travail.



#2 QUI SOMMES-NOUS ?

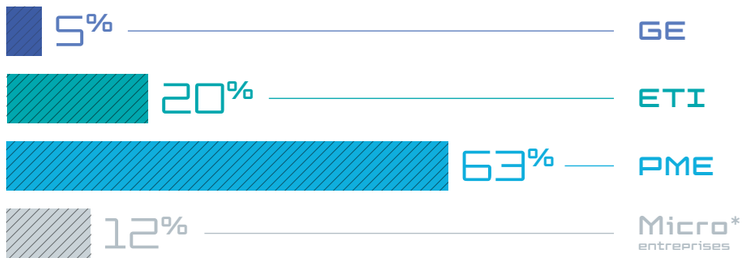
Groupement professionnel — [def.] :

organisation professionnelle ou catégorielle à caractère privé qui a pour but d'« assurer la Défense des intérêts matériels et moraux de ses membres ».

Les indicateurs clés de l'année 2022

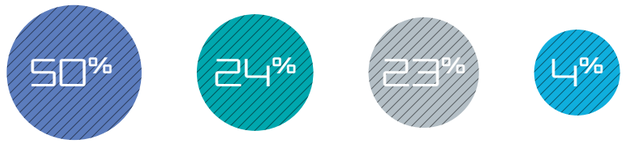
En 2022, le GICAT a plus que jamais suivi les évolutions que connaissaient ses adhérents. Dans ce cadre, voici les chiffres issus de l'étude annuelle menée en collaboration avec la Fondation pour la Recherche Stratégique (FRS).

Taille des entreprises



75%
PME dont Micro-entreprises

Date de création : des entreprises établies



50%
des entreprises créées avant 1999

* **Périmètre :** ensemble des entreprises adhérentes au GICAT
* **Définition INSEE Microentreprise :** « moins de 10 personnes, et qui a un chiffre d'affaires annuel ou un total de bilan n'excédant pas 2 millions d'euros. Les microentreprises font partie des petites et moyennes entreprises (PME) ».

CA 2021 Défense et Sécurité terrestres et aéroterrestres (DEFSEC)

8,45 MdsE
+9,7%*

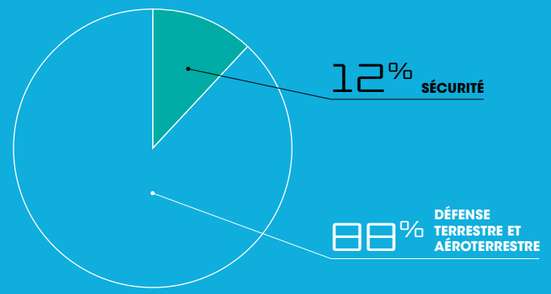
Un CA DEFSEC en forte hausse, +10%.

Facteurs d'évolution :

À périmètre constant. Des MOI et principaux équipementiers affichant un CA en forte croissance sur la période, en particulier dans les domaines véhicules & blindés, aéroterrestre et armes & munitions.

Conséquence également de la prise en compte des résultats de 80 nouveaux adhérents GICAT.

*Données retraitées sur la base de 105 entreprises répondantes (34% du panel).



Domaines d'activité Défense et Sécurité terrestres et aéroterrestres (DEFSEC)

CA Defscec 2021 par domaine d'activité*

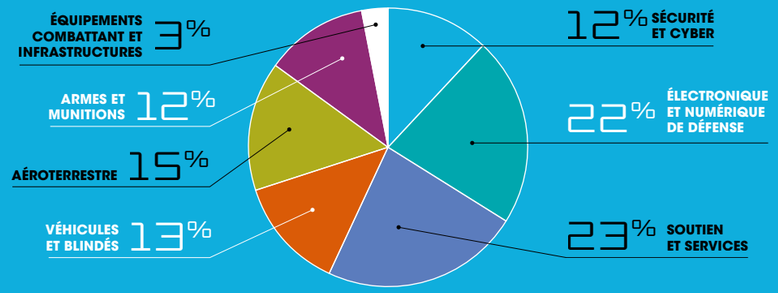
Des activités « Soutien & Services » et « Électronique & numérique de Défense » représentant 45% du CA DEFSEC, une situation stable par rapport à l'année précédente.

Une hausse des activités « Aéroterrestre » **(+3 points)**, tirée par les ventes des MOI et systémiers du domaine.

Une baisse des activités « Véhicules & Blindés » **(-3 points)**, conséquence de la chute des ventes d'un acteur industriel clé du domaine.

Après un point haut en 2020, des activités « **Sécurité et Cybersécurité** » **2021 en baisse (-2 points).**

*Données retraitées sur la base de 90 entreprises répondantes (30% du panel).



Les indicateurs clés de l'année 2022

Effectifs DEFSEC des adhérents du GICAT au 31 décembre 2021

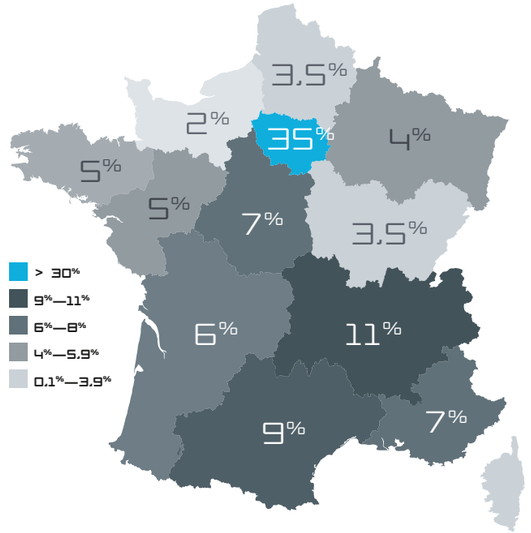
Des sites industriels DEFSEC répartis dans toutes les régions

Poids majeur de la région Ile-de-France

35% ..... des sites répertoriés.

Mais également des régions :

- 11% ..... Auvergne-Rhône-Alpes
- 9% ..... Occitanie
- 7% ..... Centre-Val de Loire
- 7% ..... Provence-Alpes-Côte d'Azur
- 6% ..... Nouvelle Aquitaine



26 000 + 22 000 = 48 000

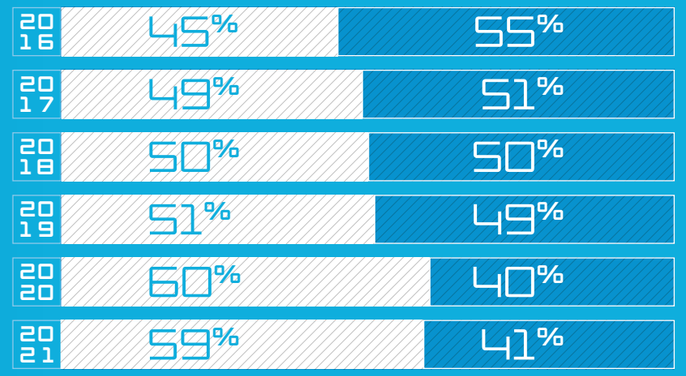
Emplois directs générés par les adhérents du GICAT

Emplois indirects emplois dans la chaîne de sous-traitance
Estimation des emplois générés par l'activité des principaux Maîtres d'œuvre/intégrateurs.

Emplois globaux générés par l'industrie de Défense et Sécurité terrestres et aéroterrestres

41% du CA DEFSEC 2021 réalisés à l'export*

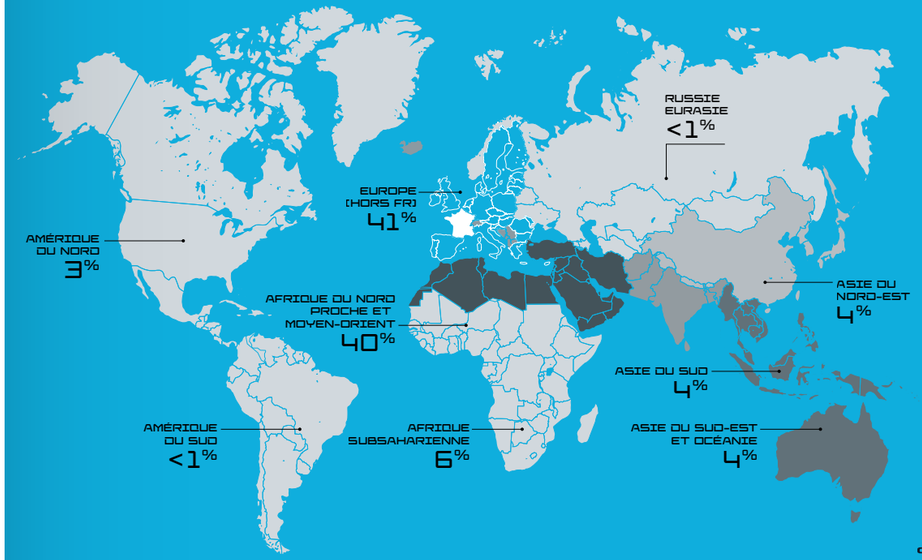
CA national vs export, période 2016-2021



En moyenne, pour les entreprises répondantes*, un CA réalisé à **59%** sur le territoire national.

Une part export stable (**41%**), situation illustrant le poids pris par la commande domestique dans la croissance des activités DEFSEC depuis la crise liée au Covid.

*Données retraitées sur la base de 96 entreprises répondantes (31% du panel).



Ventilation du CA par zones géographiques*

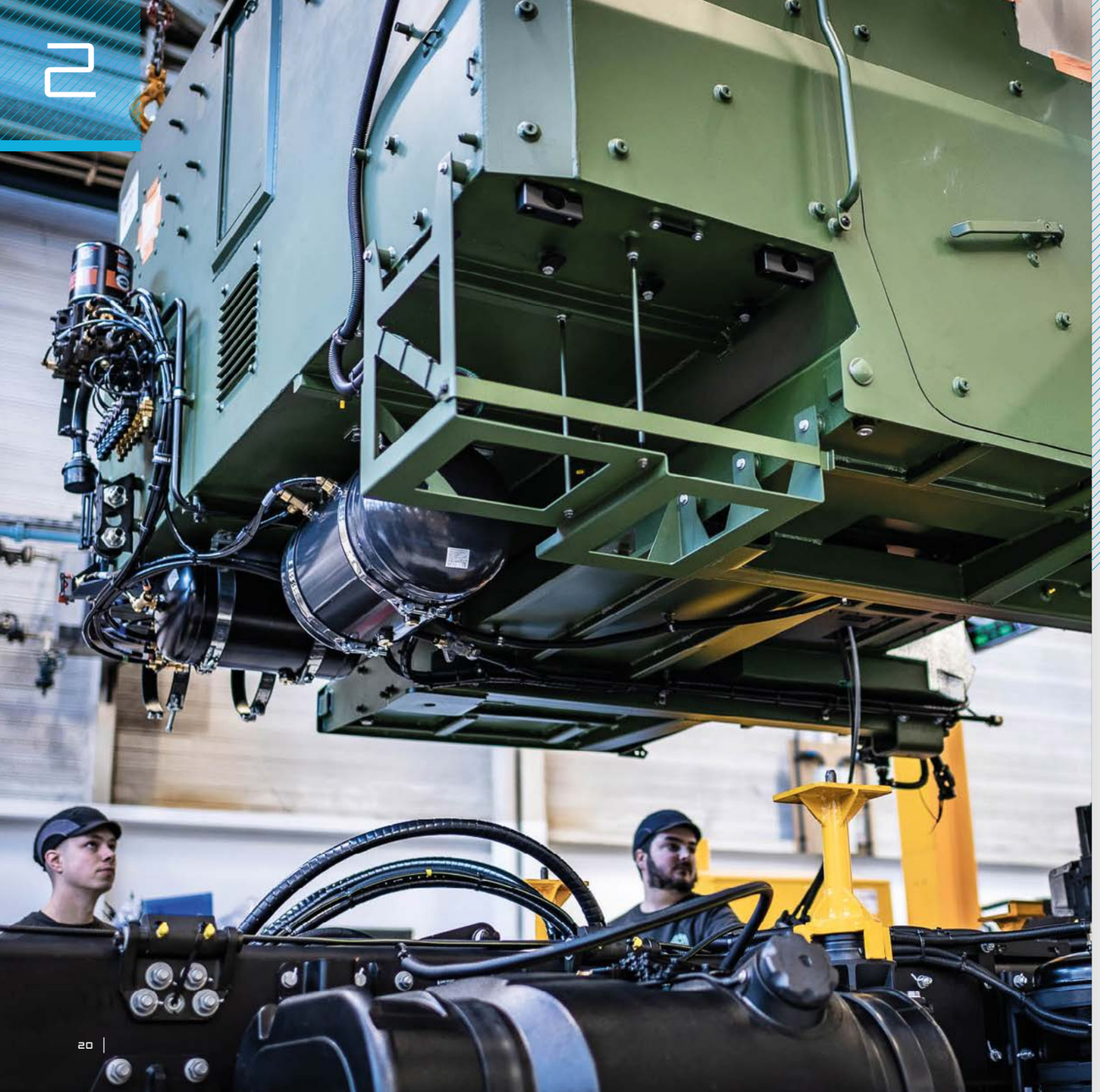
Depuis 2017, une hausse constante des ventes export réalisées en Europe (**41%** du total des exportations DEFSEC 2021).

Après une baisse marquée en 2018 et en 2020 des ventes export à destination de la zone historique Afrique du Nord, Proche et Moyen-Orient, un **retour à la croissance en 2021(40%)**.

Un **« Grand export » toujours en recul**, en particulier en Asie du Sud-Est et Océanie (**4%**). La zone Asie dans son ensemble ne représente plus que **8%** du total des exportations DEFSEC contre **21%** en 2018, point haut historique sur la période étudiée.

*Données retraitées sur la base de 90 entreprises répondantes (30% du panel).

Enquête 2022 réalisée en partenariat avec AffinityData.



Le GICAT en chiffres... décryptage

Kévin MARTIN | **Chargé de recherche** | **Fondation pour la Recherche Stratégique**

Le profil des entreprises adhérentes du GICAT, près de 400 sociétés, est très représentatif des lignes de force de l'industrie de Défense française.

En 2021, les entreprises adhérentes du GICAT ont réalisé un chiffre d'affaires cumulé "Défense et Sécurité terrestres et aéroterrestres" de 8,45 Mds€, pour un effectif fort de 48 000 emplois. Cette hausse des ventes (+9,7%) est à mettre dans le contexte de la reprise des activités économiques mondiales après une période de ralentissement lié à la crise sanitaire.

Si le top 20 des acteurs de la filière concentre 83% du CA considéré et 73% des effectifs, il est important de relever que le profil des entreprises adhérentes du GICAT, près de 400 sociétés, est très représentatif des lignes de force de l'industrie de Défense française. Il se caractérise en effet par le poids des PME, à hauteur de 75%, contre 20% d'ETI et 5% de Grands groupes. Ces sociétés sont robustes puisque 50% d'entre elles ont été créées avant 2000. Elles sont également moteur en matière de R&D et d'innovation; 85% déclarant réaliser des activités en recherche et développement.

Aux côtés d'un noyau dur de pure-players Défense évolue un ensemble d'entités aux activités duales. Concernant les activités "Défense et Sécurité terrestres et aéroterrestres", les résultats des entreprises adhérentes sont tirés par les prestations de "Soutien & Services" et le domaine "Electronique & numérique de Défense", suivant en cela une tendance de fond observée dans les autres secteurs industriels de la Défense que sont l'aéronautique et le naval.

Pour la deuxième année consécutive, le marché national dépasse l'international, avec une part de 59% des ventes 2021. La situation était inverse sur la période 2016-2019. Ce changement résulte d'un ensemble de facteurs, parmi lesquels la crise sanitaire et le maintien des commandes nationales dans le cadre du renouvellement et de la modernisation des capacités de combat "Au contact" de l'armée de Terre avec une montée en puissance des livraisons au profit du programme "Scorpion".

Les activités réalisées à l'export montrent quant-à-elles une certaine dynamique en zone Europe, avec une hausse constante des ventes depuis 2017 et un point haut atteint en 2021 devant les destinations historiques que sont l'Afrique du Nord, le Proche et le Moyen Orient. La zone Asie du Sud-Est & Océanie marque à nouveau le pas. L'Asie dans son ensemble ne représente plus que 8% du total des exportations contre 21% en 2018.

À l'heure des exigences de montée en cadence de la production, les défis sont nombreux pour les entreprises adhérentes du GICAT. Si plus de 80% d'entre elles envisagent de nouvelles embauches, 86% déclarent peiner à recruter. La problématique des approvisionnements en matières premières et/ou sous-ensembles est également critique, 77% des adhérents faisant état de difficultés (les prestataires de services sont les moins concernés). Au-delà des actions initiées par les entreprises pour tenter d'y remédier, les mesures prises par les autorités publiques, notamment la DGA, destinées à basculer dans un modèle d'"économie de guerre", devraient contribuer à renforcer la résilience de la filière nationale "Défense et Sécurité terrestres et aéroterrestres".

Le GICAT… comment ça marche ?

NOTRE RAISON D'ÊTRE

Le GICAT est un Groupement professionnel créé en 1978 qui compte aujourd'hui près de 400 adhérents ; des grands groupes, ETI, PME et depuis la création de son accélérateur de start-up GENERATE en 2017, une cinquantaine de jeunes pousses. Ses adhérents, les industriels français de la Défense et de la Sécurité terrestres et aéroterrestres, couvrent un large spectre d'activités industrielles, de recherche, de services et de conseil au profit des composantes militaires et civiles, nationales et internationales.

La mission du GICAT est de représenter les intérêts de ses membres en organisant le dialogue avec les institutionnels et en valorisant leurs savoir-faire en France et à l'international. Il leur offre également des services pour favoriser leur développement notamment à l'export.

Son rayonnement international s'appuie sur ses salons internationaux ; EUROSATORY en France et Expodefensa en Colombie organisés par sa filiale le COGES Events, et sur une dizaine de Pavillons France qu'il fédère sur les salons de Défense et/ou de Sécurité à l'étranger.

NOTRE GOUVERNANCE

Le Conseil d'administration du GICAT est composé de représentants élus issus de 28 sociétés adhérentes et de membres de droit. Il détermine les orientations stratégiques du Groupement. Le Président, élu par le Conseil d'administration pour deux ans, renouvelable une fois, représente le Groupement dans tous les actes de la vie sociale.

Président du GICAT

—Marc DARMON ..... THALES

Sept vice-présidents

—Nicolas CHAMUSSY ..... NEXTER SYSTEMS
—Emmanuel LEVACHER ..... ARQUUS
—Thierry BAUD ..... AIRBUS D&S
—Luc RENOUIL ..... CNIM
—Martin SION ..... SAFRAN E&D
—Guillaume GISCARD D'ESTAING ..... SOFEMA
—Thierry GAIFFE ..... ELNO

LA DÉLÉGATION GÉNÉRALE DU GICAT

Composée de 11 permanents et de 3 apprentis, elle assure la mise en œuvre opérationnelle des orientations stratégiques, en s'appuyant sur des groupes de travail, commissions spécialisées et clusters ouverts aux sociétés membres et à nos partenaires afin de nourrir la réflexion relative aux secteurs stratégiques pour notre industrie.

Véritables forces de proposition, ces neuf commissions permettent de produire des recommandations et d'organiser les actions et services du Groupement.

—COMMISSION PETITES & MOYENNES ENTREPRISES

Elle s'attache à soutenir et à promouvoir les PME/ETI de la Défense et de la Sécurité en France et à l'international. Elle leur facilite l'accès à l'information en organisant tout au long de l'année des conférences et journées thématiques. Elle participe au développement des relations interentreprises, notamment avec les grands groupes et leur apporte un soutien à l'export par la mise en œuvre de services spécifiques (soutien au contrôle des exportations, etc.)

Président | Jérôme DIACRE | ELNO

—COMMISSION RECHERCHE, TECHNOLOGIE & INNOVATION

Elle a la charge de la prospective et de la préparation de l'avenir. Ses travaux consistent à formuler des propositions en matière d'études amont pour l'industrie de Défense terrestre et aéroterrestre et à promouvoir le développement de l'innovation en concertation avec l'armée de Terre et la DGA.

Président | Luc RENOUIL | BERTIN

—COMMISSION SOUTIEN ET SERVICES (C2S)

Elle a été créée pour accompagner l'armée de Terre et la SIMMT dans le processus de transformation du Maintien en Condition Opérationnelle Terrestre et de la chaîne de maintenance industrielle (SMITer). Elle est force de propositions pour des partenariats renforcés Etat-Industries et les contrats afférents, l'optimisation de la logistique des rechanges et la formation des cadres.

Président | Thomas BRICE | ARQUUS

—COMMISSION SÉCURITÉ

Elle établit et entretient un plan d'actions afin de structurer l'offre industrielle Sécurité des membres du GICAT (brochures capacitaires), entretenir le dialogue avec les institutionnels, les acteurs privés du secteur et le CSF (Comité stratégique de Filière) Industries de Sécurité. Elle offre à ses membres un accès à une information variée et pointue à travers des conférences et témoignages d'acteurs clefs de la Sécurité et les accompagne à l'export en organisant des missions de prospection à l'étranger.

Présidente | Nathalie FELINES | GEOMINES

—COMMISSION AFFAIRES INTERNATIONALES

Elle a pour mission de promouvoir la représentation de l'industrie française à l'international. Elle fournit des services aux adhérents du GICAT en matière de soutien et de contrôle export. Elle complète la politique salon et accompagne les exposants à l'étranger via la fourniture de prestations (dossier pays, rdv B2B, cocktails…). Elle structure le dialogue avec le réseau diplomatique en France et à l'étranger et assure le lien avec l'Union européenne et l'OTAN, via les associations et les représentations industrielles.

Président | Olivier TRAVERT | NEXTER SYSTEMS

—COMMISSION COMMUNICATION

Elle assure la promotion des filières Défense et Sécurité. Elle a vocation à définir et mettre en œuvre la stratégie de communication et d'influence du Groupement. Elle partage les bonnes pratiques entre industriels du secteur terrestre/aéroterrestre et coordonne les actions de marketing et de communication pour valoriser l'image et les spécificités de ces 2 filières.

Présidente | Charlotte MATRINGE | SAFRAN ELECTRONICS & DEFENSE

—COMMISSION RESSOURCES HUMAINES (RH)

Elle a vocation à rassembler la « Communauté RH » du secteur terrestre/aéroterrestre. Elle concentre ses actions selon trois axes. Le premier est d'aider les entreprises du GICAT dans le cadre de leurs recrutements. A court-terme, en proposant des événements spécifiques pour mettre directement en lien les candidats et les entreprises. A plus long-terme, en développant des offres de formation et en formalisant les contacts avec les acteurs concernés, notamment le monde éducatif et universitaire. Elle promeut l'attractivité et la diversité des métiers du secteur terrestre/aéroterrestre. Enfin, elle aide les responsables RH des entreprises du GICAT dans leur travail. En permettant des échanges de bonnes pratiques entre ses membres et en invitant régulièrement des intervenants lors de ses réunions, la commission permet aux RH de bénéficier d'autres expertises.

Présidente | Chantal DOGNIN | ARQUUS

—COMMISSION ÉNERGIE OPÉRATIONNELLE

Elle s'inscrit dans la dynamique portée par le ministère des Armées dans sa nouvelle stratégie énergétique de la Défense et le remplacement du « Service des essences des Armées » par le « Service de l'énergie opérationnelle » (SEO). Elle réunit des industriels spécialisés dans la fourniture de biens et de services liés à la logistique énergétique aux fins d'avitaillement des forces armées françaises. Elle répond ainsi aux nouvelles ambitions du ministère : consommer sûr, consommer moins, consommer mieux.

Présidente | Séverine LE ROUX | MAISONNEUVE CITERNE

—COMMISSION NUMÉRIQUE—CYBERESPACE

C'est la dernière-née des neuf commissions plénières du GICAT. Elle a pour vocation d'associer tous les adhérents du GICAT qui souhaitent réfléchir collectivement pour répondre à un besoin opérationnel actuel et mettre en valeur les solutions industrielles françaises. Pour ce faire la commission s'articule autour de sous-commissions traitant de thèmes bien définis, tels que la cartographie des outils cyber souverains ou la valorisation de la donnée. Ses travaux sont régulièrement exposés aux représentants institutionnels pour s'assurer que les réflexions menées correspondent à leurs préoccupations. De plus, la commission se coordonne avec les instances traitant de sujets connexes déjà existantes comme le GINUM ou le cluster data intelligence du GICAT.

Président | Pierre JEANNE | THALES

—CLUSTER DATA INTELLIGENCE

Créé en 2017 comme une alternative française à l'Américain Palantir et fort d'une trentaine de sociétés, le cluster Data Intelligence Cluster représente un guichet unique d'accès aux technologies souveraines de l'intelligence des données. Il offre un portefeuille indépendant de produits, solutions et services des sociétés françaises les plus innovantes dans ce domaine, tant dans le segment B2G (business to government) (renseignement, Sécurité intérieure et extérieure, Défense, justice, santé, …) que B2B (business to business) (industrie, maintenance, logistique, intelligence économique et stratégique, compliance, cyber protection, finances, assurances, communication, …) sur l'ensemble de l'éventail des besoins du client (conseil, conception, implémentation, formation, maintenance).

Président | Olivier DELLENBACH | CHAPSVISION

Les PME : l'adn du GICAT

Entretien croisé | Jérôme DIACRE | Pierre FOULQUIER

Jérôme DIACRE

Pierre FOULQUIER

Elles représentent 75% des adhérents du GICAT et constituent la force vive de la Base industrielle et technologique de Défense et de Sécurité (BITDS) française. Éclairage sur ces petites et moyennes entreprises qui irriguent tout notre territoire grâce à un entretien croisé entre Jérôme Diacre, d'Elno, Président de la commission PME du GICAT et Pierre Foulquier, Chef du bureau du développement des PME Défense à la DGA.

Pourquoi les PME sont-elles fondamentales pour la BITD ?

Jérôme Diacre : Les PME constituent un terreau de technicité et d'innovation de Défense. Elles couvrent un spectre large de technologies et de savoir-faire qu'elles autofinancent en grande partie. Ces industries implantées sur le territoire national fournissent aux Maîtres d'œuvre industriels des matières et briques essentielles à la fabrication des équipements utilisés par les Armées, ainsi qu'à leur maintien et leur utilisation. À ce titre, elles assurent l'autonomie de la France et contribuent à sa souveraineté.

Pierre Foulquier : Elles sont fondamentales car elles constituent quantitativement la majorité de la BITD. Au-delà des chiffres, en effet, l'excellence de leur savoir-faire leur permet d'occuper souvent un positionnement élevé dans les différentes chaînes de valeur qui produisent les capacités nécessaires aux Forces, en sous-traitances des grands maitres d'œuvre industriels. Leur gouvernance leur permet souvent de faire montre d'agilité en matière notamment de procédés industriels et de recherche d'innovations produits. Il s'agit là d'un facteur-clé de succès pour l'appareil de Défense dans son ensemble.

Quels sont les liens vertueux entre les PME, les ETI et les Maîtres d'œuvre industriels ?

J. Diacre : Les Maîtres d'œuvre industriels sont les chefs de file de la base industrielle et technologique de Défense terrestre française. Ils jouent un rôle capital pour la filière, sa compétitivité et sa pérennité. Par leurs attentes, ils incitent les PME à progresser sur le plan industriel. De leur côté les PME apportent la flexibilité et la capacité à développer rapidement des produits issus de ruptures technologiques. Ces liens vertueux fonctionnent parfaitement si la relation est équilibrée.

P. Foulquier : On peut parler de liens vertueux dès lors que le donneur d'ordre a effectivement une approche partenariale de sa relation avec ses PME sous-traitantes. Cela s'illustre notamment dans les pratiques contractuelles qui se doivent d'être équilibrées par rapport au marché de tête de la DGA et à la capacité du maitre d'œuvre à « tirer vers le haut » ces entreprises, que ce soit par exemple en éclairant des feuilles de route, en leur permettant quand cela est possible d'intégrer une opération d'exportations ou encore de se cybersécuriser.

Quel est l'apport du GICAT aux PME ?

J. Diacre : Le GICAT joue un rôle capital de représentation des PME auprès des institutions en relayant leurs préoccupations et leurs attentes. C'est avant tout un organe de rencontre qui favorise les collaborations entre membres, facilite les relations entre les MOI, PME et Start-up. Il permet aux PME de maintenir un lien essentiel et direct avec la DGA, les Armées et les Forces de l'Ordre. Par son action et les services qu'il apporte, le GICAT contribue à la cohésion de la filière et à son développement.

P. Foulquier : En plus de son rôle d'animateur d'écosystème, il agit comme une courroie de transmission entre le ministère des Armées et ses PME adhérentes en relayant certains messages, insistant sur l'importance de certaines évolutions réglementaires ou autres. Dans l'autre sens, le GICAT sait alerter la DGA quant à la situation de PME adhérentes confrontées à des situations problématiques comme ce fût le cas par exemple dans le cadre des difficultés avec le secteur bancaire.

Un mentorat réussi : l'exemple de Pangolin et d'Arquus

Interview croisé
Clément SAGLIO | Christian JACQUES

Depuis un an, Arquus, acteur majeur du programme Scorpion participe au développement de Pangolin, pépite issue de notre accélérateur de start-up GENERATE qui a mis au point une nouvelle technologie de protection balistique. Regards croisés entre Clément Saglio, fondateur et Directeur général de Pangolin et Christian Jaques, Directeur de l'innovation chez Arquus sur la plus-value de ce mentorat.

Clément Saglio : L'un des facteurs déterminants est la transparence offerte par le Maître d'œuvre industriel (MOI) sur les conditions du partenariat. Cela permet de mieux comprendre son besoin et de structurer le produit en conséquence. Les règles du jeu étant fixées dès le début, cela nous permet de prendre notre place dans la chaîne de valeur. Arquus nous a donné des objectifs techniques et économiques clairs pour notre positionnement produit, et a par ailleurs écrit une lettre de soutien afin que nous puissions plus facilement obtenir des financements.

Christian Jacques : Arquus a tout intérêt à accompagner de jeunes pousses comme Pangolin. Cette initiative se concrétise par un mentorat à titre gratuit, les aidant à développer plus rapidement leurs technologies. Il est parfois difficile pour une jeune PME d'avoir accès aux informations pertinentes lui permettant de se positionner clairement dans la chaîne de valeur. En tant que MOI, nous nous devons d'être très clairs vis-à-vis de Pangolin sur les conditions d'adoption de leurs solutions dans un futur équipement.

C. Saglio : Accéder à des informations stratégiques grâce à Arquus nous a permis d'avancer en interne sur des projets parallèle, nous assurant une diversification de sources de revenus. La collaboration sur ces projets permet de nous assurer une maturité technologique maximale pour nous permettre par la suite de nous insérer dans des programmes industriels.

C. Jacques : Pour l'instant, les synergies sont plutôt d'ordre technique, mais l'objectif pour ARQUUS est clairement de pouvoir intégrer Pangolin dans son panel fournisseur le jour où sa technologie sera mature.

Task Force GICAT

Léa BENASSEM--DURIEUX
Responsable des Services aux Adhérents et du Développement

D'où je viens ?

Diplômée d'un Master en Relations Internationales et d'un Master en Défense, Sécurité et Gestion de crise, j'ai effectué ma première expérience professionnelle au ministère des Armées, en France et en Ambassade. En 2017, j'ai rejoint COGES Events, la filiale commerciale du GICAT. Des grands salons comme Eurosatory, Expodefensa, ou Shieldafrica, aux Universités d'été d'Hexatrust en passant par l'organisation et l'animation de Conférences en ligne, j'ai travaillé pendant 5 ans dans le monde de l'événementiel au service de la filière Défense & Sécurité terrestres et aéroterrestres. Mon intérêt pour les industries qui la composent m'a naturellement poussée de « l'autre côté du couloir », au GICAT, où j'occupe depuis septembre 2022 le poste de Responsable des Services aux Adhérents et du Développement.

Quelles sont mes missions ?

Être le point de contact de l'ensemble de nos adhérents et donc le levier d'alerte vers une action d'influence, de mise en relation, d'accompagnement, ou de développement de nouveaux services. Pour cela, il est fondamental que je les rencontre sur leur site, afin de mieux les comprendre et développer des liens de proximité et de confiance.

Accompagner les PME et animer la Commission qui leur est dédiée. Quelques axes depuis ma prise de poste : la résilience et la maturité cyber de toutes les PME, la décarbonation et l'écoconception, la mise en relation de l'écosystème industriel notamment via l'organisation des rencontres entre Maitres d'œuvres industriels et PME, la recherche et la diversification des sources de financements.

Développer et renforcer l'écosystème du GICAT. Pour cela, je pars à la rencontre de nouvelles sociétés lors d'événements ou de Salons, je découvre leurs activités et analyse la pertinence de leur adhésion au GICAT avant d'instruire leur demande auprès du Conseil d'Administration.

Travailler auprès d'une équipe passionnée au service des synergies fructueuses de notre Industrie est une belle source de motivation. Mes maitres-mots : le relationnel, la bienveillance, la disponibilité et l'agilité.

Le GICAT, accélérateur de synergies entre PME et Maîtres d'œuvre industriel

Témoignage | Anne-Charlotte DEROURE FREDENUCCI
Présidente d'Ametra Group

L'une des missions du GICAT est de renforcer les relations entre ses membres et de faire grandir la BITD lors notamment de journées de présentation PME/MOI. Suspendues pendant la crise sanitaire, elles ont repris en 2022, remportant un réel succès. Décryptage d'Anne-Charlotte Deroure Fredenucci, Présidente d'Ametra Group et cheville ouvrière de ces rencontres.

Fin 2021, le Conseil d'administration du GICAT a voté à l'unanimité, avec un fort soutien de son président Marc Darmon, la reprise de visites par les PME / ETI du Groupement chez les grands donneurs d'ordre. Etant à l'initiative de ce projet, j'ai eu le plaisir de le conduire, en lien avec Jérôme Diacre, Président de la commission PME et, parmi l'équipe du GICAT, le général Jean-Marc Duquesne et Léa Benassem--Durieux, qui n'ont pas ménagé leurs efforts pour en garantir le succès.

Ainsi, en mai 2022, une délégation d'entreprises adhérentes a été accueillie par Safran Electronics & Defense, à Poitiers, puis en octobre 2022, par Thales Six, à Gennevilliers, en présence de Marc Darmon.

Ces journées comprenaient une visite des installations industrielles, un moment de convivialité autour d'un buffet puis une présentation des enjeux du maitre d'œuvre, pour s'achever par des rencontres B2B avec les acheteurs. Dans les deux cas, nous avons été extrêmement bien accueillis et nous avons pu mieux comprendre les attentes de ces grands clients vis-à-vis de leurs fournisseurs : excellence opérationnelle, cybersécurité, innovation, compétitivité mais aussi RSE ou décarbonation : les échanges ont été transparents et ouverts.

De leur côté, les maîtres d'œuvre ont apprécié d'avoir en face d'eux un nombre significatif d'entreprises auxquelles faire passer des messages importants. Après plusieurs mois de pandémie et en période de tension sur les matières ou les ressources humaines, ces rencontres ont permis aux grands industriels de bénéficier d'un moment d'échanges apprécié avec les dirigeants des PME / ETI qui sont ou pourraient devenir leurs fournisseurs. Chaque adhérent avait adressé au préalable, une courte présentation de sa société, afin de rendre les échanges B2B efficaces et pertinents : pour que les PME / ETI repartent satisfaites, il est nécessaire que le donneur d'ordre y trouve également un intérêt car une relation d'affaires ne pourra se nouer ou grandir qu'à cette condition.

En 2023, de nouvelles visites sont d'ores-et-déjà programmées chez Nexter puis Exail.

Quels bénéfices de ces rencontres pour une PME ?

Témoignage | Khalid CHRAÏBI
Sales Office Manager & Head of MEA Sales | SERA Ingénierie

« Experte dans le domaine du contre minage et du comportement dynamique des véhicules, SERA Ingénierie fait partie de la BITD française. Elle fournit son expertise en mobilité terrestre aux industriels français pour contribuer à améliorer celle de l'armée française dans leurs opérations extérieures. Naturellement, nous avons voulu aller à la rencontre de Safran et de Thales qui sont des leaders dans leurs domaines respectifs et qui accordent un intérêt fort à la fonction de mobilité pour leurs solutions.

Il est important pour une PME telle que la nôtre de s'enrichir de l'expérience des autres, notamment de celle des grands groupes. Les rencontres PME-MOI organisées par le GICAT permettent des moments d'échanges bienveillants et transparents avec les grands donneurs d'ordres, des partages d'informations (sur leur organisation ou leurs marchés par exemple) et des mises en relation avec d'autres personnes ou départements avec lesquels nous n'avions pas perçu jusque-là des axes de coopération possibles.

Au-delà de cette relation entre PME-MOI, ces moments sont également riches grâce aux échanges entre les PME participant aux rencontres, qui ne se connaissent pas toutes mais qui se retrouvent parfois sur des sujets communs ou des marchés sur lesquels leurs activités peuvent être complémentaires.

Nous nous réjouissons de pouvoir participer à ces rencontres, qui nous sortent de notre quotidien et nous permettent d'élargir notre champ d'actions, nos relations et nos bonnes pratiques. »

Quelques évènements marquants du Groupement en 2022

La fin de la pandémie a permis l'organisation de nombreux événements qui ont jalonnés l'année. Retour en images sur quelques RDV notables.

28 / 30 janvier

Le GICAT anime un grand stand conjointement avec l'armée de Terre lors de la journée AGIR 2022 pour sensibiliser les jeunes à ses métiers.

17 février

Petit-déjeuner Sécuriterre entre les membres du GICAT et le DGPN, Frédéric Veaux, sur la restructuration et les nouveaux défis de la Police nationale.

22 mars

Journée dédiée à l'aérocombat entre acteurs étatiques et industriels organisée par le GICAT.

25 mai

Conférence de presse de lancement d'Eurosatory 2022.

31 mai

Colloque Défense & Industries organisé par la FRS, en partenariat avec le GICAT.

13 juin

Inauguration d'Eurosatory par Emmanuel Macron.

22 juin

Commission PME délocalisée au camp de Souges du 13ème régiment de Dragons parachutistes.

6 juillet

Séminaire #DRones Aériens à Charges Opérationnelles actives (DRAGON) organisé par le GICAT au Centre de Recherche des Ecoles de Saint-Cyr Coëtquidan.

29 août

Pavillon France fédéré par le GICAT sur le salon Defense & Security à Bangkok, en Thaïlande.

5 octobre

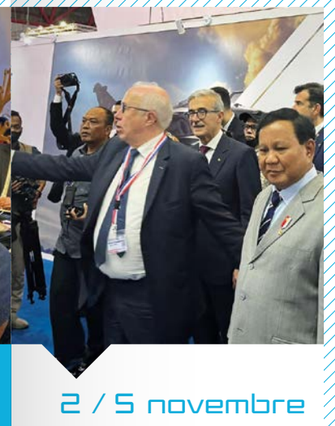
Evènement de rentrée organisé par le GICAT réunissant l'ensemble de l'écosystème de Défense et de Sécurité.

11 octobre

Signature d'un partenariat entre le GICAT et l'IUT de Bourges, afin de créer une formation dédiée au métier de technicien en électronique axé maintien en condition opérationnel.

20 octobre

Petit-déjeuner Sécuriterre entre les membres du GICAT et Alexandre Brugère, Directeur de cabinet du ministre de l'Intérieur.



2 / 5 novembre

Présence remarquée des industriels français exposant en nombre sur le pavillon fédéré par le GICAT sur le salon Indo Defence à Jakarta, en Indonésie.

10 novembre

Colloque HELPED "Enjeux et défis en matière de gestion de crises, de Sécurité civile et humanitaire" organisé par le GICAT au siège de la DGGN.

24 novembre

Le GICAT partenaire de la 2ème édition des Rencontres AGIR (Accompagnement par la Gendarmerie de l'Innovation, de l'Industrie et de la Recherche).

16 décembre

Signature de la charte de partenariat entre le GICAT et le Label RSE ProD&S.

#3

RÉSILIENCE & CRISES

Résilience – [def.] :

volonté et capacité d'un pays à résister aux conséquences d'une agression ou d'une catastrophe majeures, puis à rétablir rapidement leur capacité de fonctionner normalement, ou à tout le moins dans un mode socialement acceptable.

Eurosatory 2022 : un “très beau” succès après une annulation en 2020

EUROSATORY, LA RÉPONSE AUX CRISES PASSÉES ET À VENIR

Fer de lance des salons dédiés à la Défense et la Sécurité, l’édition 2022 d’Eurosatory qui s’est tenue au parc des expositions de Villepinte du 13 au 17 juin 2022 a tenu sa promesse, celle d’offrir la plus grande vitrine internationale de solutions permettant de détecter, comprendre et détruire les nouvelles menaces. Bilan et perspectives de Charles Beaudouin , Directeur général de COGES Events.

L’année 2022 fut marquée par le retour au premier plan du salon EUROSATORY après son annulation en 2020, du fait de la pandémie. L’événement fut un succès tout à fait exceptionnel ; il est le premier salon à avoir égalé d’emblée ses résultats d’avant pandémie, retrouvant ainsi sa place de leader mondial.

Organisé dans le contexte de la résurgence d’une guerre de haute intensité en Europe et du constat pour nombre de nations de devoir notablement rehausser leur effort en matière de Défense et revoir leur modèle d’armée. En témoigne le discours inaugural du Président de la République définissant pour la première fois la notion d’économie de guerre pour des bases industrielles et techniques de Défense en manque de tonicité et de réactivité du fait de commandes étirées dans le temps, voire discontinues, notamment en matière de munitions, mais aussi de systèmes d’armes ; un phénomène propre à toute l’Europe.

De plus, Eurosatory 2022 a connu une mobilisation exceptionnelle des Etats du nord et de l’est de l’Europe, tant par les nombreux équipements exposés, que par les visites de délégations officielles de ces pays. Enfin, la présence d’un pavillon ukrainien fut un évènement à haute valeur symbolique et remarqué.

Présentant l’offre la plus importante au monde en matière de solutions et de services aéroterrestres, EUROSATORY consacrait, quatre ans après sa dernière édition, sa réputation de place où s’établissent les tendances nouvelles, de lieu où les visiteurs sont assurés, non seulement de trouver les solutions qu’ils cherchent mais également d’en découvrir de nouvelles, d’agora de réflexion sur les problématiques en matières de Défense et de Sécurité à l’aube d’une ère nouvelle caractérisée par quatre tendances notables que sont le retour de la haute intensité interétatique et la démondialisation, la transition écologique, la violence grandissante au sein des sociétés et la révolution numérique. Le monde évolue, EUROSATORY anticipe ces changements.

En inventant le concept HELPED - Humanitarian Emergency Logistic Project and Eco Development - et en présentant en première mondiale un démonstrateur de capacité réunissant 80 exposants, EUROSATORY innove en responsabilité et s’impose davantage encore comme le salon par excellence de la gestion de toutes les crises, de la haute intensité aux crises humanitaires, à même de proposer des réponses aux attentes nouvelles des organisations supra gouvernementales et non gouvernementales, des États et des populations.

Pour sa prochaine édition du 17 au 21 juin 2024, qui s’annonce extrêmement prometteuse, EUROSATORY poussera plus avant encore sa lecture des défis émergents en matière de Défense et de Sécurité et ses propositions, avec une offre de services à ses exposants, délégations officielles et visiteurs toujours plus inventive et attentive, pour protéger notre futur.

CHIFFRES CLÉS 2022

1 743
EXPOSANTS DE 62 PAYS
DONT 62% NTERNATIONAUX

39
PAVILLONS NATIONAUX

102 863 m²
DE SURFACE NETTE D’EXPOSITION

20 000 m²
DE ZONE EXTÉRIEURE DE DÉMONSTRATIONS DYNAMIQUES

62 000
VISITEURS PROFESSIONNELS DE 150 PAYS
↑ + 8,7% VS. 2018

250
DÉLÉGATIONS OFFICIELLES DE 96 PAYS
↑ + 10% VS. 2018

560
JOURNALISTES INTERNATIONAUX (48 PAYS)

+ de 500
NOUVEAUTÉS PRÉSENTÉES

11 331
RETOMBÉES PRESSE (ARTICLES, VIDÉOS, ÉMISSIONS TV/RADIO ET PODCASTS)

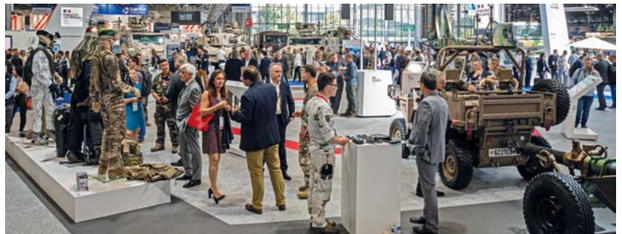
Pourquoi Eurosatory reste-t-il le premier salon de Défense au monde ?

Depuis 1967, le salon EUROSATORY est le rendez-vous mondial de référence pour tous les professionnels de la Défense et de la Sécurité.

Tous les deux ans, à Paris, il offre une occasion unique de rencontrer les industriels et les start-up du monde entier, les acteurs publics et privés de la Défense et de la Sécurité ; d'échanger avec les meilleurs experts, les gouvernements et leurs services, les institutions et les ONG internationales ; d'assister à des conférences de haut niveau ; de découvrir l'état de l'art et la vitrine mondiale de l'innovation et d'appréhender les perspectives et les changements du secteur.

À chaque édition, fort de propositions complètes, concrètes, innovantes et prospectives, EUROSATORY met en lumière plus de 500 nouveautés et présente aux visiteurs institutionnels et professionnels le plus large spectre de solutions et services et, ce faisant, leur offre l'opportunité d'améliorer leurs capacités de Défense et de Sécurité. Organisant in situ de l'ordre d'une centaine de conférences et « keynotes » exposants, il se veut un espace de réflexion et de propositions.

L'ADN de cet événement repose sur quatre piliers stratégiques qui font sa force et sa renommée : un **salon international, technologique**, dédié au **business** et à la **réflexion**.



EUROSATORY
PROTECT YOUR FUTURE

Mission pour 2024 : inventer la Défense et la Sécurité responsables du monde de demain

Notre décennie est marquée par une accélération de l'histoire entre pandémie mondiale, retour des conflits majeurs interétatiques, développement de la violence, révolution numérique et l'impérieuse nécessité d'engager la transition écologique.

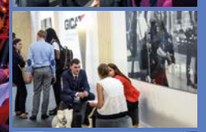
Dans ce contexte nouveau, les États vont devoir renforcer leurs capacités pour appréhender l'extension de la nature des menaces (nouveaux paradigmes de conflits armés, territoires d'insécurité, terrorisme, cyberguerre, catastrophes humanitaires et environnementales).

Pour son édition 2024, EUROSATORY accompagnera ces mutations mondiales autour du triptyque : Défense, Sécurité et réponse aux crises multiples.

Ainsi, EUROSATORY renouvelle son identité avec un nouveau slogan « Protect your future ». Il s'agit de concrétiser la mission du salon pour répondre aux enjeux actuels et futurs : « Inventer la Défense et la Sécurité responsables du monde de demain ».

La marque EUROSATORY s'affirme davantage encore dans sa mission : permettre aux États, aux organisations supranationales et aux entreprises d'anticiper et de réinventer la gestion de crises nouvelles, auxquelles ils sont confrontés.

Pendant 5 jours, le Pavillon du GICAT est le centre névralgique du salon avec pas moins de 35 événements organisés sur son espace dressé à l'entrée du Hall 5A : conférences, rencontres bilatérales, déjeuners officiels, cocktails, remise de prix et job dating jalonnent la semaine.



Ajuster et prioriser les activités d'une industrie singulière

État des lieux

La guerre en Ukraine a marqué le retour d'un conflit majeur sur notre continent, qui fait peser sur la société civile et les forces armées l'hypothèse d'un engagement majeur à court terme. Pour faire face à ces nouvelles menaces, le Président de la République a annoncé la mise en place d'une **« économie de guerre »** lors de sa venue sur le salon Eurosatory, en juin dernier. Cette situation inédite, traduit dans les faits par le passage d'un « temps de paix » à un « temps de crise », a été marquée par la mobilisation de toutes les ressources nationales, dont l'industrie de Défense, qui a su gagner en agilité et en réactivité en l'espace de quelques mois grâce à la mobilisation de ses industriels.

Le modèle de production par flux, qui prévalait jusqu'alors, laisse place progressivement à un modèle de production en série et à un redimensionnement global du mécanisme « commande, production, livraison », qui implique les opérationnels, la DGA et les industriels.

L'analyse du GICAT

L'irruption de la guerre aux portes de l'Europe a entrainé une reconfiguration profonde de l'industrie de Défense française et européenne, de la conception des équipements à la livraison.

Le conflit en Ukraine a mis en lumière le fait que **la majorité des combats, des destructions et des pertes humaines se passent au sol**, repère désormais structurant pour orienter l'appareil de Défense terrestre, dimensionné pour fournir aux armées des équipements de qualité, qu'ils soient produits en masse ou en plus petites quantités.

Les propositions de notre Groupement

Pour répondre efficacement à l'hybridité des menaces, à l'échelle internationale et au besoin de monter en cadence industrielle qui en résulte à l'échelle nationale, 5 groupes de travail « Economie de guerre » rassemblent depuis le mois de septembre l'ensemble de l'écosystème de Défense (DGA, EMA, industriels et groupements) afin que tous les acteurs puissent commander, produire, valider et livrer plus vite.

Ces travaux ont fait apparaitre le **besoin de visibilité des industriels**, dont l'outil de production repose sur un temps long, de faibles volumes produits et la densité de la supply chain, composée majoritairement de PME souveraines et de haute-technicité, qui irriguent les maîtres d'œuvre mais ont été fragilisées depuis la pandémie. L'anticipation des commandes est d'autant plus importante que l'augmentation des coûts des matières premières, des composants et de l'énergie a contraint les entreprises du secteur à engager des investissements pour augmenter les cadences.

Par ailleurs, d'autres besoins de court terme sont apparus essentiels pour répondre aux nouveaux enjeux. Pour la partie terrestre, ils concernent aussi bien le recomplètement des capacités abîmées notamment l'artillerie, les forces du génie et la défense sol-air, que l'intégration de capacités émergentes (feux dans la profondeur, munitions téléopérées, drones et lutte anti-drones, cyber tactique, etc.).

Ces besoins et le temps contraint doivent être adossés à **une simplification de la commande d'équipements, à une stratégie de stockage revue à la hausse** (munitions, composants et matières premières) **et de relocalisation ciblée**. Cela afin de répondre à d'évidents impératifs de souveraineté et d'être en adéquation avec les scenarii d'engagements et donc les prévisions de consommation et d'attrition.

Dans le cadre de ces groupes de travail et en vue de la LPM 2024-2030, le GICAT a rappelé la singularité de l'engagement aéroterrestre, dont les caractéristiques sont à penser à plus long terme (blindage réactif, robotique aéroterrestre, artillerie du futur, IA, hypervélocité, lasers). En gardant à l'esprit la nécessité d'être concurrentiel à l'export et de tenir les engagements vis-à-vis de nos partenaires européens et internationaux, l'Etat et la BITD doivent travailler plus que jamais de concert afin de mettre à disposition de nos forces les capacités nécessaires à leur supériorité opérationnelle.

Enfin, la préparation de l'avenir ne doit pas être limitée par l'urgence et doit s'inscrire dans la prochaine LPM (2024-2030). Nous pouvons faire de l'économie de guerre et des singularités du domaine militaire terrestre une opportunité pour la compétitivité et la souveraineté. La poursuite des livraisons du programme SCORPION et l'aboutissement du programme franco-allemand MGCS, l'augmentation de la part de l'export ou encore l'accompagnement de l'innovation par l'accélération des cycles de développement des équipements sont des conditions sine qua non de la pérennité de la BITD aéroterrestre.

Économie de guerre : les 5 chantiers pour « produire plus et plus vite »

Initié à l'été 2022 par le Président de la République, les travaux sur l'économie de guerre ont vocation à identifier les actions permettant de commander, produire, valider et livrer plus vite, afin de répondre aux besoins accrus des armées dans l'hypothèse d'un engagement majeur.

La délégation du GICAT et certains de ses adhérents ont été sollicités pour participer aux groupes de travail mis en place par la DGA et le Conseil des industries de Défense françaises (CIDEF). Les réflexions ont été structurées en 5 thématiques transverses : *Achats et Opérations d'armement ; Normes et Réglementation ; Supply chain ; Ressources humaines ; Résilience et Sécurité de l'outil de production.*

En parallèle, des actions spécifiques ont été menées par la DGA avec les industriels concernés sur des produits et équipements bien identifiés. Des axes de réflexions complémentaires ont été définis, dont les relocalisations, la sécurisation de certains approvisionnements, et l'effort de soutien du développement d'une filière de fabrication additive. L'occasion pour les industriels d'exprimer leur souhait de simplification et réduction des délais de conduite des opérations d'armement grâce notamment à la baisse du nombre d'exigences, l'optimisation des phases de qualification et l'accès aux centres d'essais. Le volet normatif et réglementaire a été également abordé, en recherchant des pistes de simplification.

Enfin sur le volet des ressources humaines, sujet de préoccupation majeur compte tenu des difficultés des industries à recruter, les réflexions ont conduit à proposer la mise en place d'une réserve industrielle et de la création de sociétés d'intérim partenaires de l'industrie de Défense

Les réflexions engagées se poursuivent en 2023, dans un cadre de travail collectif indispensable pour faire face ensemble aux défis immédiats d'adaptation de l'écosystème de Défense.

Le GICAT et la Direction de l'Industrie de Défense (DID) : quelle coopération ?

Témoignage de l'Ingénieur général de l'armement Alexandre Lahousse, Chef du service des affaires industrielles et de l'intelligence économique à la Direction générale de l'armement (DGA/S2IE).

« Le S2IE et le service de la qualité deviendront sous peu la Direction de l'Industrie de Défense (DID), réaffirmation de l'importance du dialogue avec la BITD pour la DGA. Comme lors des groupes de travail sur l'économie de guerre, le GICAT est un partenaire essentiel, tant pour diffuser largement et rapidement les orientations et politiques industrielles élaborées, que pour remonter les forces et difficultés du secteur terrestre en vue d'éclairer nos réflexions stratégiques. Plus que des relations top-down ou bottom-up, c'est davantage un dialogue itératif et constant qui s'est instauré.

Ainsi, pour traverser les crises (Covid, guerre en Ukraine, crise énergétique durant l'hiver 2022-2023), ce dialogue a permis un travail conjoint d'identification des risques et de remédiation.

Dans le domaine de l'intelligence économique, la sous-direction « Intelligence économique » sera un partenaire privilégié du GICAT : anticipation, action continue et partage d'information seront le socle de ce dialogue refondé.

Enfin, les équipes du GICAT et du S2IE/DID ont initié des travaux sur la filière drone et sur l'impression 3D, deux enjeux de ruptures. En 2023, des avancées conclusives sur ces sujets constitueront un objectif commun. »

L'économie de guerre de l'autre côté de nos frontières

Entretien avec Rene EHASALU
Manager de Defence Estonia Cluster, l'homologue estonien du GICAT

Pouvez-vous vous présenter, ainsi que votre association ?

Je travaille depuis un an et demi en tant que responsable du cluster estonien de l'industrie de Défense. Defence Estonia Cluster est un réseau de coopération entre des entreprises estoniennes de Défense et de Sécurité, des institutions de R&D et des clients pour améliorer les capacités d'exportation sur les marchés internationaux. Sa mission est de promouvoir l'innovation dans l'industrie de la Défense et de la Sécurité et de développer de nouveaux produits et services hautement compétitifs pour l'exportation.

Quelles sont les conséquences de la guerre en Ukraine pour vous ?

Les entreprises estoniennes soutiennent l'Ukraine depuis le début de l'invasion. Elles ont déployé leurs efforts dans plusieurs domaines : la cybersécurité, l'IA, la robotique, les capteurs et les technologies de drones. Leurs produits sont utilisés activement par les Ukrainiens et font la différence sur le champ de bataille ce qui a augmenté la demande.

Comment êtes-vous impliqué dans les initiatives européennes et de l'OTAN et comment appréciez-vous le partenariat franco-estonien ?

Nos entreprises ont été intégrées avec succès au financement du Fonds Européen de Défense. En outre, l'Estonie a été choisie comme l'un des initiateurs du programme de technologies du futur via l'initiative DIANA de l'OTAN (Defence Innovation Accelerator for the North Atlantic). Cela nous donne de grandes opportunités pour renforcer la coopération future avec les entreprises d'autres pays membres de l'OTAN.

L'Estonie et la France sont des alliés de longue date pour des intérêts de Sécurité communs. Nous apprécions notre partenariat avec la France et souhaitons développer encore plus nos liens économiques et nos synergies, notamment dans l'industrie de Défense grâce à un partenariat formalisé.

Avis d'expert

À la lumière du conflit ukrainien, quels défis pour le couple BITD/Forces aéroterrestres à la perspective d'un engagement majeur ?

Chasseur alpin, ancien chef d'état-major de la Minusma au Mali, le général Pierre-Joseph Givre dirige le Centre de doctrine et d'enseignement du commandement (CDEC) de l'armée de Terre. C'est l'organisme référent pour la pensée doctrinale et la formation supérieure des officiers de l'armée de Terre. Ses experts analysent la guerre russe en Ukraine.

« Le retour de la guerre en Europe est une « surprise attendue » qui s'inscrit dans la continuité de tous les conflits survenus depuis le début du XXIe siècle aux marches orientales de notre continent, au Moyen-Orient et en Afrique. De l'Ukraine, à la Tchétchénie, à la Géorgie, au Haut-Karabagh, au Levant, au Yémen, à l'Ethiopie et au Sahel, les guerres modernes sont à dominante terrestre car l'expression ultime de la politique consiste à contrôler un territoire et sa population.

En ce sens, la guerre d'Ukraine est révélatrice de dynamiques paradoxales, anciennes et nouvelles, qui loin de se substituer les unes aux autres, au contraire, s'additionnent. La masse de manœuvre blindée, légère, l'artillerie de tout calibre utilisée en mode saturation, la logistique des stocks… se combinent avec un emploi débridé des drones, des munitions « rodeuses », de la défense sol-air aux plus bas échelons, du numérique, l'exploitation de la donnée civile et militaire, la mise en réseau des capteurs et des effecteurs en vue d'un ciblage tactique large spectre le plus rapide possible.

En complément des projets capacitaires phares de l'armée de Terre en cours et à avenir, Scorpion, Titan dont le MGCS et Vulcain qui mobilisent les grands groupes industriels et justifient la majeure partie des investissements, les évolutions observées dans les conflits terrestres contemporains ouvrent la perspective d'une nouvelle économie de la guerre terrestre. La porosité déjà constatée au sein des groupes terroristes et d'organisations hybrides type Hezbollah entre les technologies civiles et les usages civils détournés à des fins militaires s'est étendue au champ de bataille « classique ».

Pour l'armée de Terre, le besoin en haute technologie de masse, résiliente, ergonomique et renouvelable, sur le modèle de l'économie numérique grand public, est plus que jamais avéré : drones, guerre électronique et cyber tactique, connectivités hybrides, réseaux et applications digitales, intelligence artificielle pour traiter la donnée… Le potentiel des start-up, des PME et des ETI françaises constitue une opportunité d'élargissement de la base industrielle de Défense terrestre et de réponse rapide à un besoin capacitaire urgent qui, sur certains segments d'obsolescence rapide, ne peut souffrir de développements longs et couteux, in fine au détriment du nombre.

La création du Commandement du combat futur, à l'instar de celle de l'Agence d'innovation Défense en 2018, permettra de répondre à cet enjeu de synergie renforcée entre les forces et l'écosystème d'innovation militaire et civil, de tester, d'expérimenter de nouvelles technologies et usages du combat, de les diffuser dans les unités et d'inspirer et accompagner les transformations futures. »

LPM : analyse d'un historien

Historien, chercheur rattaché à un laboratoire d'histoire économique conjoint CNRS-université Paris 1 Panthéon Sorbonne (l'IDHE.S), Fabien Cardoni travaille plus particulièrement sur les modalités de financement public de la Défense au XXème siècle. Dans son dernier ouvrage, « Le futur empêché. Une histoire financière de la Défense en France 1945-1974 » paru en 2022 aux Éditions de la Sorbonne, il reconsidère la politique de Défense française sous la 4ème et le début de la 5ème République grâce à l'étude du financement des programmes d'armement. Un entretien éclairant.

Pourquoi ce titre : « Le futur empêché » ?

Cet ouvrage explique l'impossibilité de réaliser intégralement la planification militaire. Cette planification stratégique et financière, avec son corollaire la programmation budgétaire, connaissent des développements majeurs surtout durant la seconde partie du XXe siècle et en particulier sous la Cinquième République. Les armées se sont projetées et ont chiffré les efforts attendus. Mais les prospectives financières ne sont jamais pleinement réalisées. Plusieurs types d'obstacles apparaissent : aléas de la recherche et développement en matière d'armement, coopérations internationales arrêtées ou initiées, sous-estimation de l'inflation, évènement national ou international imprévu, crise économique, contraintes budgétaires annuelles diverses… Seule la nucléarisation des forces a bénéficié d'un financement soutenu qui a permis une production de la force nucléaire stratégique et de l'arme nucléaire tactique en une dizaine d'années. En revanche, le futur espéré en matière d'équipements et d'armements conventionnels est resté constamment empêché.

Quelles étaient les caractéristiques de la programmation militaire entre 1945 et 1974 ?

Durant cette période, la programmation militaire évolue. Première évolution, elle s'institutionnalise : les lois de programme sont prévues dans la Constitution de la Cinquième République et, surtout, elles sont utilisées en continu à partir de 1960. Leur exécution n'est néanmoins jamais obligatoire pour le pouvoir exécutif. La deuxième évolution concerne l'extension du périmètre des lois de programme. Jusque dans les années 1950, les lois de programme concernaient des programmes d'armement par armée. Dans cette tradition, la loi de programme (1960-1965) est essentiellement un programme d'armement nucléaire. Puis une planification (et un chiffrage) interarmées est développée. La loi (1965-1970) programme ainsi, outre le nucléaire, des équipements pour toutes les armées ensemble. C'est une première. La troisième loi de programme (1970-1975, arrêtée de fait en 1973) couvre ensuite l'ensemble des investissements pour les armées. Enfin, les dépenses de fonctionnement sont intégrées dans la première loi de programmation (1977-1982).

Quelles leçons en tirez-vous pour la période actuelle ?

La programmation financière est une affaire de volonté politique et de priorités. Les anticipations, même votées, n'aboutissent à rien si une volonté politique ne soutient pas, dans la durée, ses projets. Parallèlement, le financement pluriannuel implique des choix en amont et durant l'exécution. Désormais, l'outil de dissuasion (qu'il faut moderniser) ne semble plus protéger d'un conflit de haute intensité (qu'il faut anticiper notamment financièrement). Le cyber, le champ informationnel, les fonds sous-marins et l'espace deviennent des lieux de conflictualité. Plus que jamais la programmation doit traduire des choix. Enfin, la continuité au XXe siècle du soutien à l'industrie de Défense par les gouvernements français --avec des nuances et selon des modalités très différentes certes – porte ses fruits aujourd'hui encore, quand il est question de conserver sa souveraineté stratégique et donc technologique.

Ensemble, relever le défi de l'emploi

Le contexte actuel « d'économie de guerre » met en évidence l'attention que doit porter l'industrie de Défense au recrutement et à la gestion de la main-d'œuvre. Former, recruter et fidéliser sont des conditions indissociables pour répondre aux exigences que la situation impose, sans négliger les défis de plus long terme (transition énergétique, robotique terrestre, IA, innovation, etc.).

État des lieux

Pour la majorité des acteurs de la BITD, la performance relève autant des compétences humaines que de l'apport d'outillages. En effet, les caractéristiques propres de l'industrie de Défense sont des temps de recherche, de développement puis de production très longs, de petites séries d'équipements et la sensibilité des produits finis liée à l'utilisation de ces matériels.

Toutes ces caractéristiques font de la main-d'œuvre nécessaire à la production de ces équipements un quasi-artisanat, voire une véritable orfèvrerie. Toute perte de compétence serait dramatique pour notre industrie et notre souveraineté.

Dans une large mesure, les industriels de la Défense font face à un problème de recrutement sur l'ensemble de leurs chaînes, notamment sur les segments techniques (soudeur, chaudronnier, pyrotechnicien, maintenancier, mécanicien, électrotechnicien, ingénieur etc.). Cette difficulté contraint la faculté d'adaptation des entreprises.

des défis propres au secteur terrestre

Au-delà de ces défis propres à l'ensemble de l'industrie, notre secteur doit faire face à ses propres problématiques :

La méconnaissance et le peu de visibilité des métiers de la filière Défense, qui se traduit par un manque d'offres de formation spécifiques au secteur ;

Le manque d'attractivité du secteur terrestre au regard des industries aéronautique et navale, structurées autour de Programmes à Effet Majeurs (PEM) qui apparaissent régulièrement dans les médias et mobilisent davantage l'opinion publique (Rafale, Frégates Multi-Missions, Porte-avions, Sous-marins, etc.) ;

La structuration différenciée du secteur terrestre, qui ne bénéficie pas de la dualité au même titre que les filières aéronautique et navale : des Campus pour développer des compétences et compléter les formations existantes sont déjà implantés dans les domaines aéronautique (Aérocampus Aquitaine) et naval (Campus des Industries Navales – CINav), mais sont absents pour le terrestre ;

L'implantation territoriale moins attractive des industries terrestres.

Un nécessaire passage à l'échelle : développer, diversifier, mobiliser

Les besoins de main-d'œuvre étaient importants avant-même la guerre en Ukraine mais à la lumière des enjeux que la situation suscite, nos actions doivent être amplifiées et soutenues par la mise à l'agenda politique de ces défis propres aux ressources humaines.

À terme, le GICAT entend continuer à développer son action, autour de trois axes :

Élargir le réseau institutionnel, afin d'accroitre la visibilité de nos activités et de nos préoccupations ;

Multiplier les partenariats avec les écoles et les instituts de formation afin de sensibiliser le vivier de demain, et de faire de ces talents un pilier de notre souveraineté industrielle ;

Faire du lien Armées-Nation et de l'esprit de Défense des vecteurs d'attractivité pour l'industrie aéroterrestre.

Néanmoins, l'action doit être élargie afin d'œuvrer en « Équipe France », selon deux directions :

Les industries de la Défense et les armées pourraient intensifier leurs relations afin de faire connaitre davantage les activités du secteur, à la lumière de ce qui se fait en Suède.

Les collectivités locales pourraient mieux prendre en compte la singularité de l'industrie de Défense, à partir de l'exemple de Bourges qui a développé une cellule économique dédiée.

Les propositions de notre Groupement

Plus concrètement, trois actions pourraient être envisagées.

Créer un répertoire des offres de la filière Défense à Pôle Emploi ;

Organiser des sessions de recrutement locales régulières, animées par des acteurs publics et privés de la filière Défense ;

Accentuer la coopération européenne via les fonds ERASMUS pour identifier les compétences utiles au secteur Défense et faire correspondre les formations dispensées aux besoins de l'industrie.

L'Afterwork des métiers, notre bourse du travail en ligne

Lancé en 2021, à l'attention des étudiants de formations diverses, d'anciens militaires en reconversion et des professionnels en recherche d'emploi, l'Afterwork des Métiers se tient sur un format 100% en ligne. Lors de la deuxième édition qui a réuni en avril 2022 près de 400 participants, Arquus, Atos, Docaret, LGM, MBDA, Nexter, Safran ED et Scrome (ELYNXO) sont venus présenter leurs activités et perspectives, en animant des « mini-conférences » interactives. Ils ont également participé à des job-dating pour échanger avec des candidats motivés et compléter leurs tasks force sur les postes à pourvoir. Un événement interactif, ludique et utile qui permet chaque année de mettre en valeur la « marque employeur » de l'industrie de Défense et de Sécurité terrestres et aéroterrestres, tout en fluidifiant le recrutement des adhérents du GICAT.

Task Force GICAT

Lilian EUDIER | Responsable des études, RSE et RH

Qui es-tu Lilian Eudier ?

« Après cinq ans passés à l'IEP d'Aix-en-Provence, dont 2 en Master « Géostratégie, Défense et Sécurité Internationale » (GDSI), j'ai rejoint le Centre d'Etudes et de Prospective Stratégique (CEPS), dont je suis Secrétaire général adjoint de la Délégation à la Jeunesse depuis juillet 2022. Passionné de sport, je pratique le triathlon longue distance et la course à pied en compétition depuis plusieurs années.

Arrivé au GICAT en septembre 2021, en tant que chargé de Communication et des Affaires publiques, j'ai été nommé Responsable des Etudes, RSE et RH en juin 2022. Si les Etudes sont dans le périmètre du GICAT depuis trois ans, la création d'un poste dédié aux enjeux éthiques, de financement et de transition énergétique témoigne de l'ambition du Groupement de s'inscrire dans une démarche transverse. Elle trouve aussi un écho dans l'élargissement du domaine RH et le renforcement des activités de la Commission dédiée, que je pilote avec sa Présidente, Chantal Dognin, au profit des quelques cinquante industriels qui y sont impliqués. »

Une Commission RH du GICAT sur le front de l'emploi

Témoignage | Chantal DOGNIN
Senior Vice President, Human Resources and Communication
ARQUUS

« Dès 2018, le GICAT a perçu les défis humains de la filière aéroterrestre et a créé sa Commission « Ressources Humaines ». Grâce à l'implication des industriels participants à ces travaux, les activités mises en place s'attachent à renforcer l'attractivité et la marque employeur des entreprises des filières Défense et Sécurité comme l'explique sa présidente, Chantal Dognin, Senior Vice President, Human Resources and Communication chez Arquus.

La Commission « Ressources Humaines » du GICAT réunit tous les deux mois des représentants de grands groupes, ETI et PME pour échanger sur trois grandes thématiques, qui font office de sous-groupes de travail : l'attractivité et l'identité singulière de notre secteur, la formation et le besoin de massification de nos actions à l'égard des écoles et universités, et le besoin de renforcer la complémentarité au sein de l'écosystème de Défense (industrie, DGA et armée de Terre) et avec la société civile.

L'année 2022 a été marquée par des actions concrètes dans ces trois champs. Nous avons élaboré ensemble un « Position paper » pour être en mesure de communiquer vers les élus et la société civile sur la particularité de notre domaine d'activités. Nous avons signé un partenariat avec l'IUT de Bourges, bastion historique de l'industrie de Défense terrestre française, afin d'aboutir à la création d'une formation dédiée au métier de technicien en électronique pour la maintenance des véhicules terrestres. La Fabrique Défense en janvier, la 2e édition de l'Afterwork des Métiers en avril, puis la journée « Carrière » en juin sur le salon Eurosatory, ont été l'occasion de présenter notre filière et nos métiers aux étudiants, jeunes actifs et demandeurs d'emploi. Enfin, la situation d'économie de guerre a ouvert une réflexion globale sur l'acculturation de la population à la Défense, notamment via la constitution d'une réserve industrielle. Les travaux se poursuivront jusqu'au deuxième semestre 2023 et ont occupé les réflexions de la Commission, qui a notamment reçu le général Louis-Mathieu Gaspari, Secrétaire général à la Garde nationale (SDDN), en septembre.

La situation inédite que nous connaissons a entrainé une forte attente des industriels sur le plan de la ressource humaine : en 2023, la Commission s'attachera à la recherche de solutions pour concilier les besoins d'aujourd'hui aux défis de demain : recruter et féminiser la profession, former et fidéliser. »

L'industrie de Défense et de Sécurité, une filière garante de notre souveraineté et point fort de notre économie.

Alexandre SAUBOT | **Président de France Industrie**

Lors de la conférence de rentrée organisée par le GICAT en octobre dernier, Alexandre Saubot, Président de France Industrie, est revenu sur le poids de la Base Industrielle et Technologiques de Défense (BITD) dans l'économie, en dépit des nombreux défis qu'elle rencontre actuellement.

« Troisième secteur industriel français, la BITD représente 4 000 entreprises, soit 200 000 emplois, dont près de 50 000 pour le segment terrestre : répartis sur l'ensemble de l'hexagone, ils contribuent à la vitalité économique des territoires urbains comme ruraux. Caractérisée par des petites séries, un temps de production long nécessitant des investissements en R&D conséquents, et une forte proportion à l'export, la BITD contribue positivement au solde de la balance commerciale française.

Cette industrie est surtout garante de notre souveraineté en constituant l'un des trois piliers de notre sécurité, avec la diplomatie et les forces armées. Le conflit en Ukraine nous a d'ailleurs rappelé l'importance de disposer de capacités de production souveraines pour nous protéger et rayonner sur le plan international.

Confrontée à de nombreux défis, la BITD fait face comme l'ensemble de l'industrie à certains problèmes d'approvisionnements, à la hausse des coûts, à la crise de l'énergie, ou encore, à des tensions sur le recrutement et à la nécessité de fidéliser une main d'œuvre qualifiée. Elle doit également rester vigilante à des problématiques qui lui sont propres comme le projet européen de taxonomie et veiller à certaines propensions qui menacent d'exclure la Défense des investissements durables. La BITD doit enfin faire face à de nouveaux entrants et à une compétition internationale accrue.

Un des leviers pour répondre à ces enjeux est la consolidation des acteurs européens. En 60 ans, nous sommes passés d'une défense exclusivement nationale à une défense s'inscrivant dans une perspective européenne. Le conflit ukrainien nous a démontré l'intérêt d'une réponse commune et de la construction de projets conjoints pour surmonter la crise. Des initiatives comme le Fonds Européen de Défense (FED), doté de 7,9 milliards d'euros sur la période 2021-2027, l'acquisition commune de matériels pour livrer des équipements défensifs à l'Ukraine et reconstituer nos stocks, ou encore la Facilité Européenne pour la Paix (FEP), se sont révélées des réponses efficaces.

L'industrie de Défense et de Sécurité contribue enfin au renforcement de la compétitivité et de l'attractivité de la France en ayant entrepris sa transformation vers une industrie tournée vers l'avenir : numérisée et décarbonée. Les initiatives de la filière se multiplient pour former l'« artisanat de Défense » de demain et faire rayonner son outil de production.

Fleuron de l'industrie française, garante de notre sécurité, engagée dans la préservation de capacités de production souveraines et dans le renforcement du tissu économique français, la BITD mérite d'être ouvertement soutenue à l'échelle nationale comme européenne. »

Bourges, Terre de Défense, un écosystème unique en Europe

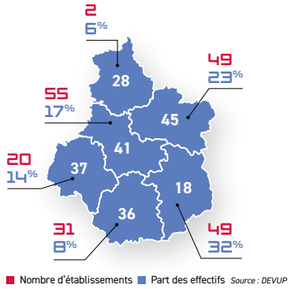
La Défense est un pilier historique de l'économie du Centre-Val de Loire depuis 1860. La BITD compte 230 établissements et plus de 20 000 emplois, dont 5 000 à Bourges, soit 12% de l'emploi salarié de l'agglomération.

Le dynamisme de l'industrie de Défense dans la région Centre est unique en Europe et confère au territoire une place particulière dans l'écosystème de Défense. La concentration d'acteurs complémentaires en a fait une référence sur le territoire national : la région compte trois grands maîtres d'œuvre, MBDA, 1er employeur du département du Cher avec 1 700 collaborateurs répartis sur deux sites, Nexter avec 700 collaborateurs à Bourges et 450 à La Chapelle-Saint-Ursin, et Michelin, dont le site de Bourges est le pôle de compétences mondiale du pneumatique radial. Cette richesse industrielle locale repose également sur la présence d'ETI et PME comme Roxel, leader européen de la propulsion tactique ou ASB, leader mondial de la pile thermique, et de start-up comme Pangolin ou Vistory.

Ce tissu industriel régional, ne demande qu'à innover et à relever les défis de la Défense de demain. En cela, il peut s'appuyer, sur la présence de centres de formation et de recherche tels que l'IUT de Bourges, qui délivre des compétences techniques essentielles, notamment un Bachelor en Génie mécanique et productique ou encore le laboratoire Pluridisciplinaire de Recherche Ingénierie des Systèmes, Mécanique, Énergétique (PRISME). Ce tissu foisonnant se nourrit aussi de la présence historique de piliers institutionnels et militaires que sont la Direction générale de l'Armement Techniques Terrestres (DGA-TT), centre de référence pour l'architecture, l'expertise, la simulation et les essais des systèmes terrestres de Défense, et les Ecoles Militaires de Bourges, qui forment chaque année 4 500 stagiaires spécialisés dans le soutien des équipements terrestres.

L'industrie de Défense en Région Centre-Val de Loire

 # 1 950 établissements en France
 # 229 en Région Centre-Val de Loire
 # 20 560 emplois en Région Centre-Val de Loire



+ de 5 000 emplois directs dans l'agglomération de Bourges, soit 12% de l'emploi salarié de l'agglomération

SUR LE TERRITOIRE DE L'AGGLOMÉRATION :

29 établissements industriels, dont 23 PME et ETI, Caractéristiques : durables, sur toutes les compétences de l'industrie de Défense, exportatrice

DES CENTRES TECHNIQUES ET LABORATOIRES :

Cetim, INSA, IUT de Bourges, Chaire AcX^{tme} (MBDA, INSA, IUT), laboratoire PRISME, laboratoire Gabriel Lamé, Centre de Formation de la Défense (CFD)

Pangolin : pépite berruyère

Le GICAT est partenaire du concours DefStart lancé en 2020 par le Centre de ressources des industries de la Défense (CID) de Bourges à destination des start-up françaises de la Défense et de la Sécurité. Retour d'expérience de l'un des lauréats, Clément Saglio, fondateur et CEO de Pangolin, une des pépites de notre accélérateur GENERATE.

« En remportant le concours Defstart en 2021, la plus-value rétroactive pour Pangolin a été considérable. La renommée acquise nous a permis de gagner en visibilité et d'attirer l'attention de nouveaux clients et du ministère des Armées.

Ce prix a également été très utile pour avancer dans la recherche et le développement de nos solutions innovantes de protection balistique. Nous avons en effet bénéficié de l'année d'hébergement au sein de la pépinière Bourges Plus, dont l'accompagnement et l'offre de formations nous ont permis de renforcer nos compétences et notre stratégie.

Le développement de notre stratégie locale fait partie intégrante de nos activités, même s'il y a des difficultés pour une jeune entreprise d'être sur tous les fronts. Je suis convaincu que la région de Bourges offre de nombreuses opportunités pour les entreprises de Défense terrestre. Pangolin profite justement de l'écosystème berruyer pour nouer des partenariats et des collaborations avec d'autres entreprises, de trouver des fournisseurs et des sous-traitants et de travailler avec la DGA.

Chez Pangolin, nous nous appliquons à fabriquer des protections balistiques de haute qualité, en utilisant des matériaux et des technologies innovantes. Nos clients apprécient la qualité, la fiabilité et le prix compétitif de nos produits et solutions fabriqués en France. »

Pour une industrie de Défense et de Sécurité qui recrute

Une question à François Bonneau, Président de la région Centre-Val de Loire, extraite de la revue Politique internationale.

Quelles sont les mesures qu'il faudrait pouvoir déployer pour rendre le secteur attractif ?

« La connaissance des environnements industriels est l'une des clés. Aujourd'hui, ce secteur pâtit d'un manque de reconnaissance. Il est mal connu, et c'est d'autant plus préoccupant que sa découverte est souvent difficile à réaliser. Comment agir ? Pour sensibiliser les jeunes, une meilleure information en amont est indispensable, de même que la mise à disposition d'outils pour rendre possible une immersion. Dérouler un récit industriel comme on le fait parfois ne suffit pas : la démarche est trop théorique. Il faut ouvrir les portes des bureaux d'études, des ateliers… et favoriser une proximité avec les professionnels engagés.

La génération montante doit pouvoir être en prise avec les réalités opérationnelles, mesurer ce que l'industrie peut lui offrir comme opportunités professionnelles. Les stages, les intervenants en milieu scolaires, les visites d'entreprises sont autant de canaux de diffusion au service de cette sensibilisation. Parallèlement, il faut réhabiliter les mathématiques et les sciences techniques. Ces matières sont indispensables. Or nos cursus d'enseignement ont limité leur place. C'est d'autant plus dommage que la France possède à la fois les institutions et les entreprises capables de revendiquer un grand savoir-faire dans les domaines scientifiques et techniques. »

#4

LUCIDITÉ ET ADAPTATION

Lucidité—[def.] :

fonctionnement normal des facultés intellectuelles. Qualité d'une personne, d'un esprit lucide.

Préparer l'avenir ensemble

L'un des fondements de notre Groupement est d'aider nos adhérents, la DGA et les forces armées à dialoguer ensemble pour anticiper les besoins futurs et préparer l'avenir. Présentation de quelques-unes des actions que nous avons menées dans ce sens en 2022.

Travaux sur les Drones Aériens à charges actives du Groupe de Réflexion DRAGON

Le premier semestre 2022, le GICAT a engagé une réflexion concernant les Drones (mono ou multimissions) Aériens (micro à petits) à charges Opérationnelles actives (DRAGON) c'est-à-dire dont les charges ont des effets (brouillage, neutralisation, destruction ...) sur les combattants, les systèmes d'armes et les infrastructures. Le conflit russo-ukrainien a montré la grande pertinence de ces systèmes d'armes, mais la réflexion a été menée sur l'ensemble des secteurs de Défense et Sécurité.

Un groupe de réflexion a été constitué avec les industriels membres du GICAT concernés. Menés tambour battant à la fréquence d'une réunion tous les quinze jours et d'un recalage avec les acteurs étatiques tous les mois, les réflexions ont permis d'établir des constats et recommandations structurées autour des thèmes suivants : Lutte Anti-Drones, Champ des possibles, Normalisation/Qualification, Ethique, Exportation et Modèle économique. Ces éléments ont été présentés lors d'un séminaire le 7 juillet à l'Ecole Militaire.

Ces travaux permettent d'atteindre trois objectifs : contribuer à l'émergence d'une BITD dans ce secteur, mettre à niveau l'ensemble des acteurs industriels quelle que soit leur taille (fort utile dans le cadre du récent appel à proposition de l'AID dans le domaine des munitions téléopérées) et, surtout, de structurer le dialogue entre acteurs étatiques et industriels.

Les échanges entre acteurs industriels et étatiques sur les drones tactiques seront poursuivis en 2023 dans le cadre d'un nouveau groupe de travail piloté par Claude Chenuil.

Task Force GICAT

Claude CHENUIL
Pilote du GT Drone du GICAT

Qui suis-je ?

« Ingénieur général de l'armement (2s), diplômé de l'ENSICA, breveté pilote militaire de transport, j'ai effectué la quasi-totalité de ma carrière militaire dans le milieu aéronautique, avec un début de carrière dans la guerre électronique aéroportée au Centre d'essais en vol puis au service des programmes aéronautique.

J'ai ensuite rejoint le cabinet du Délégué général pour l'armement et après un passage par le CID (Collège interarmée de Défense), je me suis orienté vers la conduite de projets. J'ai ensuite enchainé une série de postes liés au management des hommes, tout d'abord comme directeur de DGA Essais propulseurs puis de DGA Essais en vol, avant de terminer ma carrière à la DRH de la DGA comme sous-directeur mobilité recrutement.

J'ai alors quitté le statut militaire pour entamer une nouvelle carrière comme consultant dans les milieux aéronautique et Défense et notamment au sein du GICAT sur le sujet des drones. »

GT robotique du GICAT : penser l'intégration des robots dans l'espace de bataille

La préparation de l'avenir est d'autant plus pertinente qu'elle implique librement toutes les parties prenantes. Telle est la philosophie des groupes de travail du GICAT traitant de technologies et de futurs systèmes.

Prenons le GT Robotique terrestre qui a été particulièrement actif en 2022. C'est un groupe composé majoritairement d'industriels membres du GICAT, petits ou grands, mais les acteurs étatiques (DGA, AID, EMAT) y sont les invités permanents comme les représentants du monde académique. Ceci permet d'avoir des regards et apports croisés collectivement enrichissants.

La production de livrables en temps limité est un impératif pour un groupe de travail efficient. Pour un bon fonctionnement collectif du groupe et une confiance partagée en son sein, chacun contribue individuellement aux travaux et à la définition et réalisation des livrables.

Au-delà des rapports et autres présentations aux partenaires intéressés (services étatiques, parlementaires, médias, ...), le GT Robotique terrestre a exploité la tenue du salon Eurosatory 2022 pour échanger avec un public plus large et présenter ses travaux et son approche.

Le GT a tenu un stand qui a permis des échanges avec un public plus large. Une conférence débat impliquant industriels, DGA et EMAT a eu lieu. Une plaquette commune présentant les activités de l'ensemble des industriels du GT a été éditée. Un petit déjeuner avec le Chef du Cabinet militaire de la Première ministre a aussi été organisé.

Au-delà, l'idée de ce GT est aussi de structurer la communauté industrielle française traitant de robotique terrestre, une sorte d'Équipe France Robotique, pour s'habituer à travailler ensemble et, conduire à une vraie structuration industrielle.

Concrètement, les travaux visent à définir collectivement les points technologiques à améliorer pour franchir un seuil de crédibilité d'utilisation opérationnelles de systèmes automatisés d'où sont tirées des feuilles de route d'études technologiques à financer. L'ambition est aussi de définir quelques projets de démonstrateurs à proposer aux services étatiques, via un exercice de créativité et de prospective à réaliser en 2023. Ils visent à créer des états de l'art partagés en matière de recherche académique et de systèmes existants ou en développement à l'international. Ils visent aussi à coordonner quelques actions collectives, telles les relations industriels-chercheurs du plateau de Saclay pour les thématiques Robotique de l'initiative GAI4A (Groupement Académies, Industries, Ingénieurs d'Ile-de-France pour l'Innovation au profit de l'armée de Terre).

Aérocombat et intelligence tactique : un atout militaire français

Conformément à sa feuille de route, le GICAT a poursuivi en 2022 sa démarche de développement de synergies avec ses interlocuteurs du monde de la Défense.

Par des projets conduits conjointement (par exemple GAI4A), par des rendez-vous réguliers sur des thématiques d'intérêt commun (par exemple : journée de RETEX sur les programmes nouvellement mis en service), par des travaux de réflexions conduites ensemble (Ateliers terrestres, séminaires thématiques), un développement de la connaissance mutuelle des enjeux et des problématiques propres à chacun est construit.

Le conflit en Ukraine, aux portes de L'Europe, montre qu'il est primordial d'approfondir ce mode de travail collectif pour que l'équipe France Défense soit au rendez-vous en termes de souveraineté et d'efficacité opérationnelle.

L'aérocombat et ses dimensions capacitaire et industrielle sont pour le GICAT un objectif majeur mis en lumière lors de la journée du 22 mars 2022.

La matinale Hélicoptères et drones, tenue le matin de ce 22 mars, a permis à l'EMAT de présenter le besoin opérationnel aéroterrestre à la DGA, d'exposer les priorités dans le domaines des études amont pour les Hélicoptères et les drones, ainsi que les feuilles de route des industriels Airbus Helicopters et Safran.

L'après-midi, s'est tenue la « journée Aérocombat », organisée par l' Aviation légère de l'armée de Terre (ALAT) avec le soutien du GICAT. Elle a permis de présenter les perspectives d'emploi de l'armée de Terre dans la 3ème dimension ((ALAT et drones), la place de l'innovation technologique dans l'aérocombat, les enjeux d'une maintenance mobile et projetable et faire un focus sur l'engagement de l'aérocombattant.

C'est quoi l'aérocombat ?

Cette manœuvre permet à l'armée de Terre de disposer d'une réelle supériorité opérationnelle. Elle combine les avantages des unités d'hélicoptères (vitesse, puissance de feu, capacité de travailler dans la profondeur en s'affranchissant du terrain) à ceux des troupes au sol (protection, manœuvrabilité, contrôle du terrain). Elle offre les atouts nécessaires pour bousculer un adversaire moins flexible, de la basse à la haute intensité. Elle prend aujourd'hui en compte l'usage des drones.

Témoignages de nos partenaires

Stéphane KAMMERER
Directeur adjoint des Opérations, Direction générale de l'armement (DGA)

« La journée de l'Aérocombat du 22 mars 2022 a été une occasion exceptionnelle de réunir les nombreux acteurs étatiques et industriels du domaine pour échanger sur les enjeux de demain dans un contexte géopolitique marqué par le retour de la guerre de haute intensité en Europe.

Les échanges et débats ont été très riches et ont abordé de nombreux sujets liés à l'évolution des besoins opérationnels, aux enjeux de la maintenance des hélicoptères, à la préparation du futur et la prise en compte de l'humain.

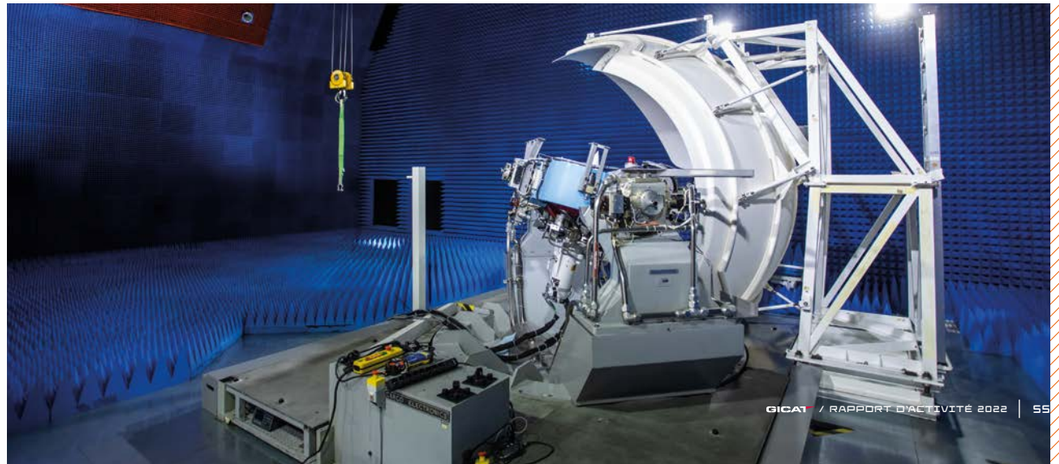
Ces échanges de qualité ont confirmé les orientations prises sur les développements des nouvelles plateformes en matière de connectivité, de combat collaboratif, d'optimisation des opérations de maintenance et de coopération avec les drones. Ils ont également permis d'identifier les actions qu'il convient de poursuivre en matière d'études amont ou d'évaluation technico-opérationnelle.

Ce rendez-vous est une occasion unique pour la DGA d'appréhender l'ensemble des évolutions du domaine afin d'être au rendez-vous des engagements du futur. »

Fabrice TALARICO
Commandant en second de l'aviation légère de l'armée de Terre (ALAT)

« La journée du 22 mars a permis de réunir personnel du ministère des Armées et industriels du GICAT autour des thématiques des hélicoptères et des drones, thématiques qui interagissent de plus en plus et présentent de forts potentiels de développement commun. Ce rendez-vous a notamment permis de tisser une réflexion prospective partagée en confrontant les visions des acteurs qui concourent à la définition et à la réalisation de ces systèmes d'armes.

Alors que le RETEX du conflit en Ukraine a pu interroger sur l'emploi des hélicoptères et des drones en laissant parfois penser que les seconds peuvent remplacer les premiers, il est important de remettre les choses en perspective tant dans l'emploi tactique que dans les possibilités technologiques. En effet, avant d'envisager peut-être un jour un système d'aérocombat autonome, capable de manœuvrer et combattre près du sol, il faut définir les étapes permettant de développer la coopération entre hélicoptères et drones. Ce type de journée est donc essentiel afin de poursuivre la réflexion et d'apporter des solutions capitalisant sur les spécificités de l'aérocombat à la française. »



Face à la menace croissance dans le nouveau champ de bataille immatériel qu'est le cyber espace, début 2022 le GICAT s'est saisi du sujet en engageant un consultant spécialisé sur ces sujets pour piloter sa nouvelle commission « numérique – cyber espace ». Un espace de dialogue et de travail destiné à nourrir la réflexion relative à ce secteur stratégique, à offrir une réponse collective pour répondre à un besoin opérationnel actuel et mettre en valeur les solutions industrielles françaises.

Pourquoi le GICAT prend à son compte la dimension cyber ?

Il y a plus d'un an, sous l'impulsion de son président Marc Darmon, le GICAT a investi un champ qui ne lui était pas particulièrement familier jusqu'alors : le cyber espace. Conscient des enjeux que représentait ce nouveau milieu, dénominateur commun à tous les systèmes d'armes désormais développés, il est apparu nécessaire de l'investir, pour structurer la réflexion des industriels adhérents du GICAT et mener une démarche permettant de proposer des solutions « bout en bout » à certaines problématiques identifiées comme majeures par le ministère des Armées.

C'est ainsi qu'a été créé en septembre 2022 une neuvième Commission numérique cyber espace au sein du GICAT.

D'emblée, elle s'est structurée en 2 premières sous commissions l'une traitant de la valorisation de la donnée, l'autre ayant pour but d'établir une cartographie des outils cyber à des fins de souveraineté.

Cette démarche répond de manière concrète aux attentes du ministère des Armées de la part du monde industriel dans ce contexte d'économie de guerre : proposer collectivement des solutions globales, souveraines, à des couts maitrisés.

Présentation de la commission Cyber par son président

Pierre JEANNE
Président de la numérique – cyber espace / Thales

« Tirer pleinement parti du numérique conditionne la supériorité du ministère des Armées dans le nouveau milieu particulièrement contesté du cyber espace. Il s'agit de gagner le combat du partage de la donnée, tout en conservant un haut niveau de Sécurité et de confiance.

Cet enjeu majeur impose une compréhension commune des besoins et une organisation optimisée de la BITD pour renforcer la cohérence et optimiser les réponses industrielles. La commission « numérique – cyber espace » aborde ces sujets complexes sans se cantonner aux seuls attendus de l'armée de Terre.

Dix thèmes clés ont été définis et priorisés, deux sont à traiter dès 2023 via leur sous-commission: l'établissement d'une cartographie de tous les produits de cyber Défense considérés comme indispensables à la maitrise de notre résilience, ainsi que la valorisation de la donnée, au centre des préoccupations actuelles du ministère.

Pour être dompté, le cyber espace nécessite un effort collectif auquel participera activement cette commission. Elle complétera, avec un souci constant de coordination, les nombreuses démarches en cours. »

Task Force GICAT

Martine POIRMEUR
Déléguée générale adjointe Défense

En septembre 2022, l'ingénieure générale des études et techniques de l'armement **Martine POIRMEUR** a succédé à Thierry PUIG au poste de Déléguée générale adjointe Défense. Diplômée de l'ENSIETA (actuelle ENSTA Bretagne), elle débute sa carrière chez Nexter Systems, comme ingénieure d'étude sur le char Leclerc et le démonstrateur de tourelle de 140mm.

Elle rejoint la DGA au service des programmes d'armement terrestres dans le département en charge de la conduite des opérations d'armement du domaine de l'artillerie. Elle est mise pour emploi à la SIMMT (Structure intégrée du maintien en condition opérationnel des matériels terrestres) comme officier de soutien. Son parcours au sein de la DGA la conduit à tenir des fonctions de mangement de division et de direction technique du centre d'essai (DGA Essais propulseurs).

À compter de 2018, elle occupe les fonctions d'inspecteur délégué en charge des questions du domaine terrestre. Elle est également auditrice de la 51ème session « Armement et Economie de défense » de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN).

Task Force GICAT

Jean-Jacques PELLERIN
Consultant cyber du GICAT

Qui suis-je ?

« Officier des armes et artilleur d'origine, je me suis spécialisé dans le domaine des systèmes d'information il y a une vingtaine d'année. Ayant quitté l'institution à l'été 2021, j'accompagne depuis des industriels de Défense comme conseiller opérationnel.

Mon dernier poste comme chef de la division stratégie numérique des armées à l'état-major des armées m'a naturellement amené à conserver un pied dans ce milieu complexe qu'est le cyber espace. Sollicité par le GICAT courant 2022 pour animer la nouvelle commission « numérique cyber espace », j'ai bien évidemment répondu présent, intéressé par la complexité du domaine, mais surtout conscient des enjeux qu'il porte. »

Parce qu'ensemble on va plus loin

La démarche du GICAT de mise en lumière de la durabilité des activités de l'industrie de Défense a pris un tournant en 2022, avec l'ouverture d'un poste de Responsable des Etudes, RSE et RH, confié à Lilian Eudier et à travers plusieurs initiatives collectives, dont les bénéfices sont à la fois éthiques, sociaux et humains.

Le GICAT s'est ainsi engagé dans une démarche RSE en faveur de ses adhérents en signant en 2022 un partenariat avec la société Estrads Labellisation, première certification européenne éthique, sociale et environnementale des professionnels de la Défense et de la Sécurité. Les sociétés membres qui le souhaitent sont passées au crible de plus de 500 critères spécifiques, du bien-être au travail au respect des règlementations internationales, de la gestion des déchets à l'investissement en R&D. ProD&S réalise un diagnostic complet de leur entité, et les accompagne dans leur progression et promeut leurs engagements responsables.

Une démarche valorisante, adaptée à la singularité de l'industrie de Défense et de Sécurité comme outil de souveraineté, et déjà mise en lumière sur l'édition 2022 d'Eurosatory, premier salon à être officiellement labellisé par ProD&S. Par ce partenariat, le GICAT est le premier groupement professionnel du secteur à s'engager de la sorte.

Sur le plan social, le GICAT a fait de l'aide aux militaires blessés et de la féminisation ses priorités. Le Groupement soutient à la fois le Département Blessés Militaires et Sport (DBMS) et l'Equipe de France Militaire de Cyclisme (EFMC), rattachés au Centre National des Sports de la Défense (CNSD), basé à Fontainebleau.

D'autre part, il a signé sur Eurosatory, une convention de partenariat avec l'association Elles Bougent, dont le but est de renforcer la mixité dans les entreprises des secteurs industriels et technologiques pour privilégier la diversité des talents, combattre les stéréotypes et encourager la parité. En fin d'année, le GICAT a également lancé la campagne de communication « Nos IndustriElles ont du talent », qui s'étendra jusqu'à la fin de l'année 2023, pour mettre en valeur des profils de femmes parmi nos adhérents, de différents âges et à différents postes.

Sur le plan humain, après avoir reçu le général Louis-Mathieu Gaspari lors d'une Commission RH, en septembre, le GICAT a entrepris la signature d'une convention de partenariat et d'une charte avec le Secrétariat Général à la Garde Nationale (SGGN). Elle devrait aboutir à l'été 2023 et encouragera la mobilisation des collaborateurs dans la réserve opérationnelle, au GICAT comme au sein des entreprises adhérentes.

RSE : nos partenaires et adhérents ont du talent !

Jean-Marc LALANE

Directeur-fondateur / Monkilowatt
Membre du GICAT

« MONKILOWATT a développé CONTAINWATT, une solution ultra-mobile et modulable pour les bases vies en environnement contraint sous moindre dépendance aux énergies fossiles. L'idée est née d'une amitié avec un colonel aviateur qui en a très directement inspiré les données clés : un système qui fonctionne à l'énergie solaire, embarquable dans un conteneur de 20 pieds, satisfaisant aux contraintes d'emploi en zone complexe, plug and play et apportant une solution à l'empreinte au sol des panneaux.

Dès lors, il s'agissait d'aller porter cette idée aux instances de Défense et de Sécurité, ce qui honnêtement n'avait rien de naturel pour moi. Deux ans après, je peux témoigner combien le GICAT a été source de dynamique pour mon projet entrepreneurial. Les différents forums du GICAT – notamment GENERATE et la commission Energie Opérationnelle- m'ont permis de travailler mon offre opérationnelle pour le marché de la Défense et de la Sécurité dans une vision réaliste et élargie. Cela tient tout particulièrement à la richesse des échanges avec les acteurs institutionnels - armées, DGA, Sécurité intérieure et civile -, mais aussi du monde industriel. J'y ai découvert un écosystème où tous veulent se renforcer mutuellement et sont ouverts à des solutions parfois dérangeantes pour la doctrine établie. En l'occurrence, en valorisant le meilleur des technologies solaires et des réseaux électriques, le concept CONTAINWATT change la donne du stationnement par le moindre besoin de groupes électrogènes, la diminution des émissions de CO2 et l'augmentation de l'autonomie énergétique.

Depuis peu, mes premiers clients civils engagent des CONTAINWATT en opérations extérieures (OPEX) ou lors de missions intérieures (MISINT). »

Amel KEFIF

Directrice générale d'Elles Bougent

« ELLES BOUGENT est née en 2005 pour répondre à la demande des DRH de groupes industriels qui exprimaient leur besoin de recruter davantage de femmes ingénieures et techniciennes. Notre première interrogation a été pourquoi les filles se privent-elles de cette formation et de ces filières professionnelles dans les industries ? Tout simplement par manque d'informations et par manque de représentations féminines dans ces carrières lié en partie aux stéréotypes ancrés dès le plus jeune âge. La féminisation des métiers passe par la prise de conscience de toutes les parties prenantes professionnelles et institutionnelles.

Le partenariat que nous avons signé avec le GICAT en juin 2022, est une aubaine pour nos élèves et futures marraines. Les partenariats avec les grandes fédérations comme le GICAT apportent une solution RSE et RH d'exemplarité au sein des PME, ETI, TPE tout en démontrant l'attractivité des métiers de l'industrie de Défense terrestre, implantée au cœur des régions.

La force de la fédération, c'est le partage, la cohésion et la solidarité propres à l'esprit associatif. Des valeurs également transposées dans une coopération industrielle d'ampleur.

Nos marraines GICAT qui s'associent au travail des 8800 autres marraines Elles bougent favorisent l'image de l'industrie la redorent et la dépoussièrent. Aujourd'hui nous démontrons dans nos évènements l'importance de la technique et de la technologie, de l'innovation, de l'attachement au modèle de la fabrication, des usines qui sortent les modèles les plus puissants du monde. Evidemment le sentiment d'appartenance est fort et l'envie de participer à tout cela suscite des vocations chez les filles. »

Laurent POURPRIX

Directeur Général de Titan Défense
Membre du GICAT

« TITAN DEFENSE conçoit, fabrique et soutient tous types d'avitailleurs et de ravitailleurs en carburant, des solutions conteneurisées projetables et des équipements destinés aux opérations spéciales.

Fournisseur historique de nombreuses forces armées et fort de 60 ans d'expertise, nous travaillons en étroites collaboration avec nos clients pour développer des solutions spécifiques et adaptées aux environnements exigeants.

En 2021, en complément de nos certifications ISO 9001 et 14001, nous avons choisi d'être labellisé par la société ESTRADS, première à proposer un label éthique, social et environnemental aux professionnels de la Défense et de la Sécurité, afin de faire connaitre les valeurs portées par TITAN DEFENSE.

L'obtention du Label Pro D&S rend plus tangibles toutes nos actions et notre engagement en faveur de la protection de l'environnement, la gestion raisonnée des ressources naturelles, la responsabilité sociale et éthique auprès de nos partenaires et permet de répondre favorablement aux sujets RSE et ESG lors d'appels d'offres en France et à l'international.

Cette démarche a eu un impact positif, auprès de nos salariés et partenaires : clients, fournisseurs, actionnaires, assurances, banques… »

Un groupement tourné vers l'innovation

Parce que l'industrie de Défense et de Sécurité terrestre et aéroterrestre française consacre une large part de ses bénéfices à la R&D, c'est tout naturellement que le Groupement qui représente ses intérêts se doit de s'impliquer dans toutes actions en faveur de l'innovation. Faciliter l'émergence de nouvelles technologies est notre raison d'être qui s'exprime par exemple par l'animation d'un cluster dédié aux technologies souveraines de l'intelligence et de la protection des données, d'un accélérateur de start-up, pionnier dans l'écosystème de Défense et de Sécurité ou par la création d'un démonstrateur inédit dédié à la gestion des crises en aide à la Sécurité civile. Nos actions sont multiples, quelques-unes vous sont présentées ici.

Nouveau président et nouvel élan pour notre Cluster Data Intelligence

Interview sans filtre d'Olivier DELLENBACH

En novembre dernier, Olivier Dellenbach, Fondateur et CEO de **ChapsVision**, éditeur de référence de solutions Big Data d'investigation, a pris la présidence du Cluster Data Intelligence du GICAT avec la volonté de développer l'influence et l'impact du Cluster et contribuer à créer une alternative française crédible aux solutions étrangères. Il nous éclaire sur sa feuille de route.

La consolidation du cluster Data Intelligence

Grâce à votre expérience dans un autre domaine stratégique, celui de la finance, quel constat faites-vous sur l'actualité du traitement de la data dans les activités de Défense et de Sécurité ? Quelles synergies sont à développer ?

Ces deux activités ont en commun de gérer des volumes considérables, ont des besoins gigantesques en termes de traitement massif, doivent gérer des niveaux d'accès complexes, etc. Aucune de ces deux industries ne peut se permettre de traiter ces problèmes à la légère : il en va de notre Sécurité pour le renseignement ; la finance est exposée à des sanctions qui peuvent atteindre des milliards d'euros. Si le renseignement est un marché aux besoins plus matures, la finance dispose elle de ressources quasi illimitées pour financer le développement de ces solutions. Il y a des synergies à créer, en développant des solutions capables d'adresser les deux marchés, synergies de coût de développement, synergies d'usage. Ainsi la lutte contre la fraude dans la finance est une bonne passerelle fonctionnelle entre ces deux industries.

Comment arriver à structurer une offre tricolore en matière de solutions de renseignements et de surveillance ?

Pour créer une offre tricolore crédible, il faut intégrer de manière cohérente, fluide et ergonomique une multitude d'acteurs très spécialisés. Le Cluster contribue à la mise en place d'une gouvernance technique et fonctionnelle dans l'écosystème afin de faciliter les passerelles entre les différents acteurs qui acceptent de jouer le jeu. Cette initiative va permettre d'atteindre des objectifs clairs et concrets pour qu'émerge une vraie solution souveraine du monde de la data et du renseignement.

Quel regard sur la concurrence étrangère ? Quid des solutions "de confiance" ?

La création du cluster est une réaction à l'arrivée de Palantir, solution américaine, en France en 2016. Est-il normal qu'un service français se dote d'un système proche des services américains ? Non. Dans le cas de solutions européennes, on parlera plus de concurrence que d'enjeu de souveraineté ; ce n'est pas une raison pour ouvrir les portes et les laisser prospérer aux dépens de nos industriels. Sur les solutions de confiance, je pense que l'enjeu est de définir ce que l'on entend par ces mots et ne pas les réinventer en fonction des circonstances. La caution d'un « tiers de « confiance ne créée pas une « solution de confiance », ne garantissant en rien la continuité du service qui est toujours tributaire du bon vouloir de l'éditeur.

Quels outils pour bâtir un système de systèmes modulable, interopérable, pérenne, et surtout souverain ?

Pour moi le point essentiel est de mettre en place une gouvernance de projets pour faire émerger des standards d'intégration auxquels les différents acteurs essayent de se plier. Cela passe par le club technique qui a émergé au sein du Cluster. Le cluster a aussi vocation à travers le GICAT a être le représentant des enjeux de l'écosystème industriels sur ces sujets.

GENERATE : une démonstration de force au service de la durabilité

Si Eurosatory 2022 a été une édition de tous les records, elle l'a été également pour la vingtaine de jeunes pousses issues de GENERATE, disséminées sur le pavillon GICAT et sur l'Eurosatory Lab. Preuve que notre Groupement, premier à avoir lancé son accélérateur d'innovation en 2017, reste le lieu privilégié pour le développement économique des solutions de demain.

À la suite du changement de responsable de GENERATE, la rentrée des start-up a pu se tenir début octobre afin d'amorcer les bootcamps de 2023, et les traditionnels jurys ont pu reprendre couronnant l'arrivée de 6 nouvelles pépites début décembre 2022. Si GENERATE a su montrer ses atouts et concourir de manière centrale à l'accélération et le passage à l'échelle de nombreuses start-up désormais au GICAT, l'accélérateur doit demeurer en constante adaptation, telle la synergie bien connue de toutes MEDOT entre Planification et Conduite lors d'une opération.

Six ans après son lancement, le but à atteindre est de pérenniser et fluidifier l'intégration des acteurs innovants dans la chaîne de valeur MOI – PME – start-up. Afin de mener à terme cette ambition, l'effet majeur de l'accélérateur est plus que jamais d'être au cœur des synergies entre les acteurs de la BITD et les représentants institutionnels du ministère des Armées et du ministère de l'Intérieur. Sera lancée en 2023 une consultation auprès de toutes les start-up, dans un souci constant d'adéquation entre services proposés et résultats obtenus.

Acteur connu et reconnu de l'écosystème de l'Innovation Défense et Sécurité, GENERATE doit continuer à innover, à la manière de ses soixante start-up, afin d'être toujours à la pointe de la cohérence et de l'accompagnement, au service du besoin opérationnel.

Task Force GICAT

Hubert RAYMOND
Responsable de l'Innovation et de GENERATE
Référent Contrats Publics

Qui suis-je ?

« Ayant repris la charge de l'innovation et de l'accélérateur GENERATE en juillet 2022, mon rôle est de favoriser et concourir à créer les synergies d'innovation au sein de la BITDS terrestre et aéroterrestre.

Mon parcours était déjà au service de l'intérêt commun, au sein de la DGA en tant qu'acheteur-négociateur. A ce titre, je représente également le GICAT au sein du Comité Réglementaire du CIDEF afin de porter la voix de l'écosystème en matière de commande publique.

Reprendre l'accélérateur est une tâche dimensionnante, conscient des succès que ce dernier a su rencontrer ces 5 dernières années. Si le décollage a été un succès, l'objectif est désormais de construire et ancrer le second étage de la fusée. Un défi que je suis heureux de relever ! »

Ulysse, le nouveau challenge de nos start-up GENERATE

Lancé par 3 entreprises de GENERATE en 2022, le projet Ulysse va permettre à l'ensemble des start-up de l'accélérateur de s'ouvrir à l'export en constituant une équipe France plus résiliente. Explications de Thomas Duroyan, créateur de TRAAK qui a reçu le prix de l'innovation lors du dernier Congrès national des sapeurs-pompiers et membre de la 1ère promotion du programme Ambassadeurs Team France Export de Business France, à l'origine du projet.

Thomas, quelle est ton expérience ?

Je viens du monde de la santé dans lequel j'ai passé 20 ans. J'ai œuvré sur plus de 60 pays où je gérais des structures comptant jusqu'à 3 000 salariés et un chiffre d'affaires de 800 millions d'euros. Je suis rentré en France en 2014. J'ai fondé TRAAK en 2020 qui a rejoint l'accélérateur du GICAT, GENERATE, en 2021. Je fais également partie de la Team France Export de Business France.

Pourquoi ce projet Ulysse ?

L'idée est partie du constat qu'il existe chez GENERATE un vivier de savoir-faire, qui collectivement répond à de nombreuses étapes d'une opération militaire et/ou de sécurité intérieure. Ulysse veut accélérer la croissance de ces start-up à l'international en travaillant sur 3 axes : « chasser en meute » pour des rendez-vous de meilleure qualité ; l'appropriation des codes ; le partage des informations non confidentielles pour s'aider à l'export.

Chasser en meute, quel avantage pour les start-up ?

Le but est de représenter l'ensemble des membres à travers une proposition de valeur conséquente et cohérente. Cela facilitera l'obtention d'aides à l'export d'organismes français. Imaginez l'avantage pour un pays de comprendre en un seul rendez-vous ce que soixante start-up françaises du monde de la Défense et de la Sécurité proposent !

Est-il plus délicat de protéger le savoir-faire des petits acteurs innovants à l'export ?

L'export a ses propres règles. Il faut prendre le temps de comprendre, le pays, la culture régissant les échanges commerciaux et connaitre les risques qui peuvent évoluer à tout moment. Pour cela, il est important de ne pas se précipiter en signant des exclusivités ou en divulguant trop d'informations. Et surtout ne rien accepter qui manque de transparence ou qui va à l'encontre de ses valeurs. Les grands groupes ont les moyens de mettre en place une due-diligence en profondeur, les TPE doivent se faire aider par des spécialistes qui appliqueront un prisme différent pour offrir une vision plus impartiale du projet.

TRAAK lauréat du Prix innovation de la Fédération Nationale des sapeurs-pompiers de France

Lors du Congrès national des sapeurs-pompiers de Nancy, en septembre 2022, l'innovation DeepCom de TRAAK a reçu le prix innovation catégorie start-up. Fruit d'une recherche et développement menée en collaboration avec la Brigade de Sapeurs-Pompiers de Paris (BSPP), cette nouvelle technologie se positionne comme une réponse fiable pour communiquer, en temps réel, des messages d'alertes ou de gestion opérationnelle, mais aussi, si disponible, une localisation et des constantes biométriques des sapeurs-pompiers intervenant sur des sites ultras contraints comme le milieu souterrain. Souvent les équipes déployées y sont seules et le commandement sans visibilité sur la situation, générant un risque accru et une complexité opérationnelle.

HELPED : la réponse des industriels aux crises multiples et complexes

La guerre en Ukraine, les grands incendies qui ont ravagé la forêt landaise en juillet 2022, et les récents tremblements de terre en Turquie et en Syrie ont plus que jamais attesté de la nécessité d'avoir une réponse technique adaptée à la fois dans la prévention, l'observation et la résolution de crise.

Dans la droite ligne de ce qui avait été initié en 2021, le GICAT et le COGES Events ont densifié leurs actions relatives au projet HELPED (**H**umanitary **E**mergency **L**ogistic **P**roject and **E**co **D**evelopment), qui a pour ambition de démontrer la capacité française à fournir une solution complète et rapide d'aide et de soutien lors de la gestion de crises multiples et complexes.

Un premier colloque, en mars, a permis d'amorcer le projet et de répertorier les sociétés adhérentes aptes à y participer. Le salon Eurosatory, en juin, a été l'occasion de présenter les savoir-faire techniques et technologiques dans le domaine de la gestion de crise civile grâce à des démonstrations dynamiques.

Lors d'un second colloque, en novembre, le commissaire européen en charge de la gestion crise, Janez Lenarčič, a insisté sur l'importance de l'harmonisation des pratiques opérationnelles au sein de l'Union et l'amélioration de la coopération entre les états membres pour faire face aux crises qui touchent l'Europe (inondation au Portugal, en Allemagne et en Belgique ainsi que les incendies en France et en Espagne).

Depuis, la brochure Helped présentant toutes les solutions françaises a été mise à la disposition du Commissaire européen en charge de la gestion de crise, de la Direction Générale de la Sécurité civile et de la gestion des crises du ministère de l'Intérieur, de la Direction du développement international de la direction générale de l'armement dans le cadre du Fonds de Soutien à l'Ukraine, ainsi que de l'Ambassade de France en Turquie.

AGIR : Le GICAT et COGES Events catalyseurs d'innovation pour la Gendarmerie nationale

Pour la deuxième année consécutive, le GICAT et sa filiale commerciale COGES Events ont organisé le 22 novembre, à la Station F de Paris, la journée AGIR consacrée à la Gendarmerie nationale et l'innovation.

Réunissant plus 600 participants et plus de 70 directeurs de programme, cet évènement a favorisé les rencontres des industriels avec les officiers programmes de la gendarmerie nationale.

En effet, plus de 850 de rendez-vous ont permis aux officiers programmes de la gendarmerie nationale d'exprimer leurs besoins aux adhérents du GICAT et aussi aux gendarmes de présenter leurs réalisations technologiques dans les domaines aussi variés que l'armement individuel, la protection individuelle, l'aéronautique (hélicoptère), la police technique et scientifique…

Afin de les récompenser, dix prix ont été remis par le Directeur générale de la Gendarmerie nationale, Christian Rodriguez.

#5

L'IMPLICATION DU COLLECTIF

Collectif—[def.] :

ensemble de personnes participant d'une manière concertée à une entreprise quelconque.

Le GICAT, plus que jamais moteur des synergies armée de Terre, DGA et industriels

Cela fait maintenant plus de deux ans que le GICAT s'est engagé dans une véritable démarche de renforcement des relations avec ses partenaires que sont l'armée de Terre et la DGA. A l'aune des réflexions sur l'économie de guerre initiées par le ministre des Armées, le renforcement de ce trilogue est plus que jamais nécessaire.

En effet, mieux se connaître, c'est comprendre les enjeux et contraintes de chacun et ainsi permettre l'adéquation entre les produits et services proposés par les industriels et les besoins des forces, dans un planning optimisé. Pour ce faire, de nombreuses actions concrètes lancées par le GICAT ont jalonné l'année 2022, en commençant par les apports des groupes de travail réunissant les trois parties et qui structurent les commissions Recherche, Technologie & Innovation et Soutien & Services. Dans le cadre de la première ont émergé des réflexions autour de la robotique terrestre, de l'énergie embarquée et des drones (DRAGON) qui se poursuivront sur le cycle 2022/2023. La commission Soutien & Services a axé ses travaux sur le MCO-t dans un conflit de haute intensité avec une matinale dédiée en début d'année 2022 qui réunissait la DGA, la SIMMT et l'EMA. Cette thématique sera également approfondie via trois nouveaux groupes de travail pour le cycle 2022/2023. Enfin, avec le concours de la STAT, les journées de retours d'expériences de mises en services de matériels (GRIFFON, SICS) (GRIFFON, SICS) ont permis des échanges entre les forces, la DGA et les industriels et la DGA particulièrement enrichissants !

Exail Technologies

Quand deux adhérents du GICAT, ECA group et Ixblue, unissent leurs forces pour devenir le champion européen de la robotique autonome, de la navigation, de l'aérospatial et de la photonique.

Partenaires de longue date, ECA Group et iXblue bénéficiaient de très fortes synergies technologiques et commerciales et partageaient une culture commune d'innovation et d'agilité qui a conduit à leur rapprochement sous la bannière Exail Technologies.
Désormais, Exail Technologies dispose d'une offre encore plus complète dans le domaine de la navigation inertielle, de la robotique terrestre, des drones aériens, des postes de contrôle-commande et des positionneurs. « Nous sommes maintenant en mesure de proposer une offre complémentaire pour équiper les forces terrestres de moyens fiables et efficaces afin qu'elles mènent leurs opérations avec succès en tous types d'environnements, même les plus difficiles. Par exemple, nos systèmes de navigation inertielle ultra-compacte peuvent être intégrés dans notre gamme de drones aériens pour assurer ses missions d'intelligence, reconnaissance et surveillance avec la plus grande précision et fiabilité, en environnement GNSS perturbé » indique Lionel Rosellini, Directeur de la division robotique terrestre et aérienne chez Exail Technologies. « Tous nos produits étant conçus et fabriqués intégralement en interne, du composant optique au système robotisé, nous maîtrisons l'ensemble de la chaîne de valeur ainsi que toutes les technologies clés au service de nos clients. Cette intégration verticale nous permet non seulement d'être indépendant de tout fournisseur externe, mais aussi de pouvoir proposer des solutions sur mesure à nos clients et repousser constamment les limites des performances de nos systèmes. » ajoute Bruno Protte, Directeur commercial Navigation Défense terrestre chez Exail.

Par ailleurs, les compétences des ingénieurs des deux entités se complètent, permettant d'ouvrir des perspectives très prometteuses dans le domaine des drones notamment. Enfin, d'un point de vue commercial, la mise en commun des deux réseaux de distribution permet à Exail Technologies de renforcer significativement la visibilité de tous ses produits à l'export.

Depuis de nombreuses années, iXblue et ECA Group sont des membres actifs au GICAT, notamment en tant que membre du Conseil d'Administration et du Bureau Exécutif du Groupement, mais aussi en contribuant à diverses commissions et groupes de travail sur la robotique, les drones et la Sécurité. En 2023, Exail Technologies renforcera ainsi son implication en tant qu'Entreprise de Taille Intermédiaire et continuera de participer activement à la consolidation et la valorisation des industries françaises de Défense et de Sécurité terrestre et aéroterrestre.

Le GICAT et le CSF Industrie de Sécurité : ensemble pour structurer l'offre industrielle française

Qu'est que le CSF Industries de Sécurité ?

L'industrie de Sécurité est un secteur technologique d'excellence qui regroupe les produits et services de sécurité physique, de sécurité électronique et numérique, et de cybersécurité. Selon l'observatoire de la filière co-financé par le GICAT, onzième filière industrielle en importance, elle regroupe 4 400 entreprises, 157 000 emplois hautement qualifiés et un CA de 32 Md€. Composée de leaders mondiaux et de très nombreuses entreprises innovantes, elle enregistre une croissance annuelle moyenne de 5% (12% pour la cybersécurité) et réalise plus de 50% de son CA à l'export. En 2020, représentée par son président Marc Darmon, cette industrie signait le contrat de filière 2020-2022 du Comité stratégique de filière (CSF) Industries de Sécurité, avec les ministres de l'Intérieur, de l'industrie et du numérique.

Une année 2022 riche d'avancées pour l'industrie

Ce contrat a mobilisé l'ensemble de la filière autour des enjeux clés d'avenir à travers cinq projets structurants et s'achève après une année 2022 riche en avancées et succès, tout particulièrement sur le projet Sécurité des JO co-piloté par le GICAT, mais aussi sur l'Identité numérique (démarche public-privée inédite pour répondre aux appels européens), le Cloud de confiance (évolution de SecNumCloud), la Cybersécurité (mise en œuvre de la stratégie d'accélération), les Territoires de confiance (coopération avec les collectivités facilitée par le GICAT). Le CSF a confirmé son utilité pour assurer un dialogue concret public-privé et fédérer l'écosystème autour objectifs majeurs reposant sur des engagements réciproques.

La filière se fédère en vue du second contrat de filière 2023-2026

Dès le second semestre 2022, le CSF a lancé une consultation pour définir les objectifs du futur contrat en capitalisant sur les avancées et les bonnes pratiques. Ce second contrat renforcera les aspects transverses essentiels à la stratégie de filière (compétences, anticipation, R&I, promotion, ...).

Ensemble pour des territoires plus sûrs et plus inclusifs

Le projet «Territoires de Confiance, une approche méthodologique inédite entre territoires, industriels et services de l'État pour concevoir et développer ensemble une plateforme de Cloud Territorial éthique, responsable et de confiance.

Il prend la forme d'un partenariat entre plus de 50 collectivités partenaires (Rennes, Région Grand-Est, Plaine Communes, Chartres Métropole...). et l'ensemble des industriels de la filière des industries de Sécurité (Thales, Airbus, Orange, ATOS...) animés principalement par le GICAT mais aussi de nombreuses ETI, PME et start-ups.

Ses objectifs sont de répondre aux besoins stratégiques des territoires avec des solutions concrètes et pragmatiques éthiques, responsables et sobre en mutualisant les financements, en créant de l'emploi et en favorisant le rayonnement à l'international des savoir-faire de la filière.

Le projet travaille à concevoir et développer une plateforme de Cloud Territorial éthique, responsable et de confiance. Elle offre le même niveau de service en première approche autour de la résilience, la donnée au sens large et le citoyen, les services de cybersécurité et de sécurité augmentée tout en garantissant un accès équitable sur le territoire pour les collectivités de toutes tailles et de tous types.

Véritable offre de services de confiance protégeant les données des citoyens et des collectivités, la plateforme a pour ambition de devenir un standard du marché, en France, en Europe puis à l'Export.

La plateforme sera accessible à toutes les collectivités, y compris les plus petites et les moins bien dotées, sa mise en place ne nécessitant pas de compétences techniques particulières et son modèle économique performant l'inscrivant naturellement dans une économie sous tension.

Elle sera composée d'un catalogue de services partagés et sécurisés qui permettre de couvrir les premiers besoins exprimés dans les ateliers par et pour les acteurs des territoires tels que outils cyber, gestion des incendies, information citoyenne, usine 4.0, énergie, vidéoprotection, gestion de crises, nouvelles mobilités, gestion intelligente des déchets...

Il s'étendra à un spectre évolutif en cohérence des besoins émergents dans une démarche d'amélioration progressive et enrichissement des services.

Ces nouveaux besoins s'inscriront dans la stratégie nationale de résilience pilotée par le SGDSN. Les réalisations liées aux besoins émis par une collectivité profiteront ainsi aux autres, évitant les redondances, capitalisant sur le partage d'expériences, et finalement préfigurant une politique de « péréquation numérique ».

Expérimentations pour la sécurisation des JOP 2024 : une réussite collective qui témoigne du dynamisme de notre industrie.

Depuis avril 2022, le Conseil Stratégique de Filière des Industries de Sécurité (CSF-IS) mène en coopération avec le ministère de l'Intérieur et des Outre-mer un vaste programme d'expérimentations technologiques, dans le cadre d'un travail collectif et ambitieux engagé dès 2018 pour proposer un plan global de sécurité des grands événements.

Structuré depuis la mi-2019 autour d'un groupement d'industriels chefs de fil et membres du GICAT (Airbus, Atos, Idemia, Orange et Thales) matérialisé par la Proposition globale de Sécurité « Grands événements et Jeux Olympiques et Paralympiques Paris 2024 », le CSF-IS a mené, au travers de son programme d'expérimentations innovant et original, la réussite d'une initiative inédite. Sous l'impulsion de Gérard LACROIX (GICAT) et de Daniel LE COGUIC (ATOS), elle a rassemblé pouvoirs publics et industries autour de quatre objectifs principaux : garantir la sécurité et l'esprit festif des Jeux, améliorer substantiellement les capacités des forces de sécurité intérieure, fédérer l'industrie française du domaine pour en faire un champion international et contribuer à l'héritage du programme olympique tout en développant un modèle exportable.

Axé sur un ensemble de thématiques structurantes et incontournables pour les forces de sécurité intérieure et de secours françaises, telles que les centres de commandement, le renseignement, la cybersécurité, la lutte anti-drone, la vidéo protection, la gestion des foules ou encore la défense NRBC, ce programme a permis l'inclusion de l'ensemble des acteurs de la filière en particulier les PME/PMI et start-up innovantes. Largement relayée et ouverte à tous, au travers d'appels à manifestation d'intérêt (AMI), la démarche a permis l'analyse de près de 700 solutions issues de 171 sociétés différentes, témoignant ainsi de la richesse de l'écosystème industriel français. A l'issue de ces AMI, près de 200 solutions ont pu être expérimentées grâce à la mobilisation de 89 sociétés différentes. Les résultats sont inédits et vont bien au-delà des objectifs d'inclusion et de souveraineté initialement fixés et pris par le CSF-IS puisque 90% des solutions testées étaient françaises (objectif initial à 80%) et que 75% de ces solutions étaient issues de start-up, PME/PMI ou ETI (objectif initial à 30%). Les adhérents du GICAT ont, pour leur part, participer très activement sur 45% des solutions expérimentées. Ce formidable investissement de la filière est donc une belle réussite collective de mise en place de technologies souveraines et témoigne du dynamisme de notre industrie.

Alors que s'achève cette phase de mobilisation sans précédent des industriels français de la Sécurité, le CSF-IS tire de ce programme un ensemble de conclusions qu'il a partagées avec le ministère de l'Intérieur et des Outre-mer et les forces de sécurité. À ce titre, des plans d'acquisitions substantiels conformes à la Loi d'orientation et de programmation du ministère de l'Intérieur de janvier 2023 (LOMI) devraient être mis en application dans les domaines des centres de commandement, la cybersécurité, la vidéo protection, la lutte anti-drone, le renseignement et la surveillance intelligente des frontières. Dans la perspective du deuxième contrat de filière, il semble désormais opportun et pertinent d'étendre ce programme générateur de valeur aux autres composantes du continuum de sécurité, aux collectivités territoriales, aux OIV (Organismes d'importance vitale) et aux OSE (Organismes de services essentiels. Cette démarche pourrait se matérialiser par de nouveaux programmes d'expérimentation, la mise en place d'instances conjointes (laboratoire d'innovation) ou, de manière plus ambitieuse encore, la structuration de programmes d'exports (Milan 2026, CDM FIFA 2026, Los Angeles 2028...).

C'est quoi la LOPMI ?

Particulièrement attendue, la LOI n° 2023-22 du 24 janvier 2023 d'orientation et de programmation du ministère de l'Intérieur (LOPMI) fixe, pour les cinq ans à venir, les objectifs prioritaires en termes de politiques publiques de sécurité parmi lesquels la prévention du terrorisme, la lutte contre le trafic de drogue et la répression des violences intrafamiliales, notamment. Sur le plan budgétaire, la loi prévoit 15 milliards d'euros de crédits supplémentaires. Le ministère de l'Intérieur pourra ainsi poursuivre sa modernisation, a fortiori dans le domaine du numérique : démarches dématérialisées, outils de travail en mobilité, moyens d'investigation modernisés, etc. Enfin, le renforcement du continuum de sécurité prévu par la LOPMI, est une garantie de mobilisation de l'ensemble des acteurs, publics comme privés, au profit de la sécurité générale de la Nation, notamment dans la perspective des Jeux olympiques et paralympiques de Paris, en 2024.

Pour une Team France de Défense et de Sécurité forte à l'export

État des lieux et analyse du GICAT

La France est le troisième exportateur d'équipements militaires du monde. Cela prouve que la Base Industrielle et Technologique de Défense (BITD) possède un haut niveau de savoir-faire valorisé par une réelle force de frappe politico-commerciale. Comme le rappelle le dernier rapport de la Cour des Comptes sur le SOUTEX de janvier 2023, ce succès repose sur la cohérence et la cohésion entre l'administration et les grands groupes industriels de Défense. Les succès du Rafale et du canon Caesar démontrent à l'évidence la solidité du binôme.

L'industrie de Défense et de Sécurité française a besoin de l'export. Les activités d'exportation de matériel de Défense et de Sécurité sont indissociables de la politique de Défense française. Elles participent à notre rayonnement et renforcent nos coopérations.

Elles assurent également aux industriels de maintenir des niveaux de production et de compétences, les seules commandes nationales étant souvent insuffisantes. Il est donc nécessaire de continuer à soutenir les exportations de notre BITD afin d'avoir un volume global d'activité compatible avec l'économie de guerre.

Or, ces dernières années, après la pandémie, la situation à l'export n'est plus aussi favorable au secteur terrestre, malgré les succès actuels du canon Caesar. Entre 2019 et 2021, la part export du chiffre d'affaires de la BITD est passée de 51 à 41%. Les grands programmes autoporteurs à l'export ne suffisent pas à innerver l'ensemble des entreprises plus ou moins grandes de la BITD. Il y a donc urgence à agir.

Les propositions de notre Groupement

Le GICAT propose de contribuer à trois grands projets susceptibles de rendre la Team France des industriels de Défense et de Sécurité plus forte à l'export : l'organisation d'opérations bilatérales de soutien export, la structuration de la Team France autour de solutions capacitaires globales, et la création d'une Bourse aux offsets.

Pour améliorer le niveau de performance et rentabiliser les investissements des entreprises dans les différents salons internationaux, il est apparu utile au GICAT de faire évoluer son accompagnement à l'international **en offrant un service global dans les pays cibles sur la base d'opportunités détectées en temps utile**. Concrètement, grâce à un travail d'intelligence économique en amont, la fédération d'un Pavillon France dans un salon prioritaire et l'organisation trois ou quatre mois plus tard d'un séminaire bilatéral autour de besoins export identifiés, le GICAT est en mesure d'aider les entreprises françaises à proposer des quick-wins et des projets de partenariat locaux réalistes. C'est d'ailleurs ce qui a été réalisé en collaboration avec le GICAN, la DGA et la DCIS du 07 au 09 mars 2023 à Jakarta (voir supra). Ces opérations de suivi commercial dans des pays prioritaires ne peuvent être couronnées de succès que si **l'offre française s'organise autour de solutions globales**. En effet, l'une des mutations majeures des marchés de Défense à l'export est le basculement d'une demande d'équipements vers une demande de solutions capacitaires décrites et conçues comme des systèmes ou des systèmes de système. Cette évolution déjà ancienne évolue très rapidement avec la généralisation du numérique. A cet égard, le GICAT doit être attentif à promouvoir l'offre française à l'étranger autour de solutions complètes en testant, par exemple, le développement de « clusters capacitaires » capables de partir à l'export. Enfin, une autre mutation fondamentale du marché est qu'**il n'y a plus d'export par de simples ventes sans compensation**. En effet, de plus en plus nos clients à l'export exigent des compensations industrielles de type offset ou partenariat local. Cette exigence n'est pas sans danger pour la préservation de nos compétences et notre plus-value technologique sur le marché. Fort de ce constat, le GICAT a initié un nouveau groupe de travail sur les offsets en charge de structurer les modalités d'une « Bourse aux offsets » destinée à satisfaire les besoins en offsets en facilitant le dialogue entre grands et petits au sein de la BITD.

Au GICAT, un nouveau binôme pour l'export !

Pour une Team France de Défense et de Sécurité plus forte à l'export, dans le cadre de sa Commission internationale présidée par Olivier TRAVERT (Nexter), le GICAT s'est doté depuis septembre 2022 d'un nouveau duo de choc : Théo GEANDREAU et Marc-Henri FIGUIER. Tous les deux auront pour mission de promouvoir les solutions françaises à l'international et assurer la coordination des actions de soutien à l'export, grande priorité du GICAT.

Issu d'une formation en école de commerce (KEDGE, Master 2 spécialisé Géostratégie), Théo GEANDREAU a fait ses premiers pas dans le milieu de la Défense en 2020 au Centre de Doctrine et d'Enseignement du Commandement (CDEC) du ministère des Armées avant de rejoindre le GICAT en 2021 pour une alternance d'un an en tant que chargé des affaires internationales et européenne. Désormais **Responsable des affaires internationales et des sévices export**, sa mission est d'élaborer la stratégie export du groupement et d'assurer sa mise en œuvre au profit des adhérents du groupement. Pour l'accompagner dans cette mission, Marc-Henri FIGUIER, ancien président de la Commission Internationale du GICAT, a été désigné **Conseiller export du Délégué Général**. Après une première vie professionnelle dans les forces armées où il a été successivement Colonel adjoint au bureau « Conception des systèmes de forces » à l'EMAT (1998-2001), puis Adjoint Terre au Directeur des architectes de systèmes de forces, membre du comité interarmées de planification de Défense à la DGA (2001-2002), il se reconverti dans l'industrie de Défense où il exercera des fonctions de commercial (Thalès, CS Communication & System, Bull) et de directeur commercial chez Atos. Ce binôme très complémentaire au service de la BITD est un alliage parfait entre tradition et modernité !

Partenariat franco-belge entre le BSDI et le GICAT

La coopération franco-belge dans la Défense est déjà riche et encore prometteuse. Dans le domaine naval, la France a récemment décidé de se doter des mêmes chasseurs de mines que la Belgique et les Pays-Bas. Pour le terrestre, la coopération autour du programme CaMo (Capacité Motorisée) va lier nos deux armées de Terre pour plusieurs décennies, en renforçant grandement leur interopérabilité.

Dans cette dynamique, le GICAT et son homologue belge, le BSDI (Belgian Security and Defence Industry), ont signé un accord de coopération lors du salon Eurosatory 2022 afin que l'intégration dans le domaine opérationnel ait également une traduction pour les industriels français et belges. Le GICAT et le BSDI ont ainsi convenu que leurs délégués généraux se réuniraient deux fois par an pour faire un point d'étape sur la coopération franco-belge. Les deux groupements organiseront également un événement annuel de mise en relation entre entreprises françaises et belges, notamment dans la logique du Fonds Européen de Défense (FED) auquel seront également conviés les membres du GICAN et du GIFAS. Par ailleurs, le responsable innovation du GICAT, Hubert RAYMOND, a également présenté les actions du Groupement dans le domaine de l'innovation à ses homologues belges. En construisant ce type de partenariat, le GICAT participe à l'émergence d'une Défense européenne, qui doit reposer sur un pied opérationnel et un pied industriel. Il semble clair que la relation franco-belge marche sur ses deux pieds !

Quelles synergies avec nos homologues luxembourgeois ?

Luxinnovation est l'agence nationale de l'innovation luxembourgeoise. Créée en 1984, elle est le fruit d'un partenariat public-privé regroupant le ministère de l'Économie, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, la Chambre de commerce, la Chambre des métiers et la Fedil, une fédération professionnelle multisectorielle fondée en 1918 qui donne la voix aux industriels et entrepreneurs au service de l'économie luxembourgeoise.

Quelle est votre action dans la Défense ?

Luxinnovation a pour missions de donner aux entreprises les moyens d'innover aujourd'hui afin qu'elles soient prêtes pour demain. Elle identifie les opportunités d'innovation et promeut les projets collaboratifs qui stimulent le développement d'une économie compétitive, digitale et durable. Dans le cadre de sa collaboration avec la direction de la Défense luxembourgeoise, elle encourage les entreprises et centres de recherche nationaux à intégrer la chaine de valeur de Défense européenne via les initiatives nationales, européennes (Agence européenne de la défense, Fonds Européen de la Défense) et internationales (OTAN). Elle a par ailleurs la mission de fédérer la communauté des industriels de la Défense luxembourgeois et d'en promouvoir les capacités technologiques au niveau national et international.

Pour la première fois en juin 2022 vous avez fédéré un Pavillon luxembourgeois sur le salon Eurosatory. Qu'en retirez-vous ?

Nous sommes venus avec nos partenaires de l'écosystème luxembourgeoise, dont la Luxembourg Space Agency et la Luxembourg House of Cyber Security, et en tant qu'organisation paraétatique. Outre les 15 exposants du Pavillon (actifs dans le spatial, le cyber, les matériaux et le Green Defence), une délégation de 35 entreprises et de centres de recherche a participé aux visites et rencontres industrielles et gouvernementales avec des pays tels que la France, la Belgique, les Pays-Bas, le Danemark, le Canada, la Finlande et la Lettonie. Le succès de cette première participation a mené à la décision de renforcer nos activités de collaboration avec des pays partenaires dans le cadre de salon en 2023 comme sur le Forum International de la Cybersécurité (FIC) à Lille et Le Bourget où nous fédérerons avec la Luxembourg House of Cybersecurity (LHC) ainsi que la Luxembourg Space Agency (LSA) les pavillons nationaux respectifs et faciliteront également des échanges entre l'industrie luxembourgeoise et française en vue du développement de capacités technologiques de Défense européennes. Nous comptons enfin revenir à l'Eurosatory 2024 avec un pavillon national plus important et renforcer encore d'avantage nos interactions avec le GICAT.

Quelles sont les perspectives pour vous globalement, et dans le cadre des relations franco-luxembourgeoises ?

La communauté de l'industrie de Défense et de Sécurité luxembourgeoise compte aujourd'hui 86 entreprises et centres de recherche qui sont principalement spécialisés dans le spatial, le cyber, les matériaux et le Green Defence. Le GICAT, ainsi que d'autres acteurs pertinents en France comme le GIFAS et l'Agence de l'innovation de la défense (AID), sont des partenaires importants lorsqu'il s'agit de renforcer les collaborations industrielles. Luxinnovation, à travers son rôle de CapTech Governmental Expert dans le cadre de l'Agence européenne de la défense (AED) ainsi que de National Focal Point (NFP) dans le cadre du Fonds Européen de la Défense (FED) compte se concerter davantage avec ses partenaires français au sujet des initiatives de défense nationales, européennes et de l'OTAN : accélérateurs, programmes d'acquisitions, développement capacitaire et technologique, collaboration R&D, fonds d'investissement. En tant que fédérateur de l'industrie de la Défense française, le GICAT représente dans ces démarches un partenaire clé pour Luxinnovation.

Mobiliser les outils de financements pour l'export : comment BpiFrance s'engage en faveur des industriels français de la Défense.

Explication de François LEFEBVRE, Directeur général de Bpifrance Assurance Export.

« Le secteur de la Défense est un pilier de l'industrie française et un élément clé de notre Sécurité nationale et de notre souveraineté. C'est pourquoi, il est au cœur de l'engagement de l'Etat et de la stratégie de Bpifrance en soutien de notre industrie. Il est aussi vital économiquement.

Les milliers d'entreprises de la base industrielle et technologique de Défense représentent plus de 200 000 emplois hautement qualifiés à travers tout le pays. Le secteur génère plus de 15 Md€ de chiffre d'affaires chaque année à force d'innovation et de collaboration. Les exportations de technologies et d'équipements de Défense sont une fierté du commerce extérieur de la France.

Bpifrance en tant qu'investisseur, banque et assureur accompagne les entreprises à chaque étape de leur développement : risques numériques, assurance prospection, garantie des cautions et préfinancements export, assurance-crédit. Elle soutient le secteur de la Défense par l'investissement en fonds propres via deux fonds dédiés en partenariat avec la Direction Générale de l'Armement (DGA) et le ministère des Armées : le fonds Definvest pour sécuriser le capital des entreprises d'intérêt stratégique et le fonds Innovation Défense, Defininov, qui accompagne la croissance et le développement d'entreprises innovantes et stratégiques de la BITD française.

Pour réussir et se développer, notre tissu industriel doit s'exporter et gagner des parts de marché à l'étranger. L'industrie de la Défense en est le parfait exemple. Cette conviction, nous la portons partout dans nos territoires grâce à nos 50 implantations régionales. »

L'équipe du GICAT 2023

Président
Marc DARMON | Directeur général adjoint THALES

Délégué Général
Jean-Marc DUQUESNE

Déléguée générale adjointe Défense
Martine POIRMEUR

Délégué Général adjoint Sécurité
Gérard LACROIX

Secrétaire Général et Trésorier
Hubert DE CHARSONVILLE

Directrice de la Communication et de l'Événementiel
Delphine SAMPIC BERGER

Directeur des Affaires Publiques France et Europe
Axel NICOLAS

Responsable des Services aux adhérents et du Développement
Léa BENASSEM--DURIEUX

Responsable des Études, RSE et RH
Lilian EUDIER

Responsable des Affaires Internationales et des services Export
Théo GEANDREAU

Responsable de l'Innovation et de GENERATE, Référent Contrats Publics
Hubert RAYMOND

Assistante de Direction
Ilham DAIGNY

ADHÉRENTS GICAT

- 4D VIRTUALIZ
- A · ACCENTURE
- ACMH
- ACTIA TELECOM
- ACTUAPLAST
- AD INDUSTRIES
- ADIT
- ADOK
- AENOS (PONCIN METAL)
- AERACCESS
- AGENIUM
- AGUERIS
- AIRBUS DEFENCE & SPACE
- AIRBUS HELICOPTERS
- AIRBUS SA
- AKKA I&S
- ALEPH NETWORKS
- ALM
- ALMA
- ALTELIOS TECHNOLOGY
- ALTRAN
- AMCO LES ESCAMOTABLES
- AMEFO
- AMETRA INTEGRATION
- AMPHENOL SOCAPEX
- A-NSE
- APRRES
- AQUILAE
- ARDANTI DEFENSE
- ARES TECHNOLOGIES
- ARESIA-OZOIR (EX SECAPEM)
- ARINC
- ARMORIC HOLDING
- ARMTEK
- ARQUUS
- ARTEM INFORMATION & STRATEGIES
- ASB
- ASSISTANCE AERONAUTIQUE ET AEROSPATIALE
- ATELIERS ROCHES
- ATERMES
- ATEXIS
- ATHEA
- ATOS
- ATS INTERNATIONAL
- AXEM
- AXIOME
- AXIS COMMUNICATIONS SAS
- B · BACHMANN RDS SAS - LOSEBERGER RDS
- BANC NATIONAL D'EPREUVE DES ARMES ET MUNITIONS
- BBE DEVELOPPEMENT
- BEARINGPOINT FRANCE SAS
- BERNIER
- BERTIN TECHNOLOGIES
- BLOOM
- BODY ARMOR RECYCLER
- BOUYGUES ENERGIES & SERVICES
- BREN-TRONICS FRANCE
- BRM INDUSTRIE
- C · CAPGEMINI
- CARMA MC
- CARMENTA
- CEA
- CEFA
- CEGELEC DEFENSE
- CENTIGON
- CERBAIR
- CESTA
- CETRAC.IO
- CETUP
- CEV
- CGI FRANCE
- CHAPSVISION
- CILAS
- CIRTEM
- CITALID
- CIVI.POL
- CKP ENGINEERING
- CML METROLOGIE
- CNIM
- COEXYA
- COLLINS AEROSPACE
- COMROD
- CONNECTIV-IT
- CORDON DS2I
- COREXALYS
- COSERVICES
- CRITICAL BUILDING
- CRITT M2A
- CROSSCALL
- CS COMMUNICATION & SYSTEMES
- CYBERGUN SA
- CYBERMAKER
- D · DAHER
- DAIMLER TRUCK FRANCE
- DATAHERTZ
- DAVEY BICKFORD
- DCI
- DELAIR
- DELMON GROUP
- DESAUTEL
- DESCHAMPS
- DIODON DRONE TECHNOLOGY
- DIXI MICROTECHNIQUES
- DOCARET
- DRAEGER FRANCE
- DRONE PROTECT SYSTEM SAS
- DRONE VOLT
- E · ECA GROUP
- ECM
- ECOSUN INNOVATION
- ECRIN SYSTEMS
- EDEN
- EDICIA
- EGIDIUM TECHNOLOGIES
- EIKOSIM
- EJ FRANCE
- ELISTAIR
- ELNO
- ELYNXO GROUP (EX SCROME)
- EM2 L'EMBALLAGE MODERNE
- EMITECH
- ENAG
- EPCI
- EPM5-GONZALES
- EPSA
- ERAMET/AUBERT & DUVAL
- ERYMA (SOGETREL)
- ERYS GROUP
- ESDT RIVOLIER
- ETIENNE LACROIX GROUP
- ETS GABRIEL ET CIE
- ETS MORIN
- EUCLIDE INDUSTRIES
- EURENCO
- EURO BENGALE (EX LOGISTIQUE)
- EUROTECH INTERNATIONAL
- EVERAXIS AEROSPACE & DEFENCE (EX COBHAM AIR PRECISON SAS)
- EVITECH
- EXAVISION
- EXM
- EXPLEO FRANCE
- F · FACTEM
- FISCHER CONNECTORS
- FRANCE MACCAFERRI
- FRZ CONSULTING
- FULLSCALE
- G · GACHES CHIMIE SPECIALITES
- GATEWATCHER
- GCA SUPPLY PACKING (SOFLOG-TELIS)
- GDI SIMULATION
- GEO4I
- GEODIS
- GEOMATYS
- GEORGES MORAND
- GEOS SAS
- GIE DEFENSE NBC
- GROUPE ADF
- GROUPE LEGENDRE
- GROUPE PARTEAIRE SECURITE
- GUDEL SUMER
- H · HEBCO INDUSTRIES
- HELI UNION
- HEMERIA SERVICES
- HENRI BLANC SA
- HENSOLDT FRANCE SAS
- HGH SYSTEMES INFRAROUGES
- HIOLLES TECHNOLOGIES (LE CABLAGE FRANÇAIS)
- HUMAN DESIGN GROUP
- HUTCHINSON SNC
- I · IDEMIA IDENTITY&SECURITY FRANCE SAS
- IFESO
- IGN FI
- IMPACT SAS
- INDUSTEEL ARCELOR MITTAL
- INEO DEFENSE / EQUANS
- INGEROP CONSEIL & INGENIERIE
- INNOV ATM
- INPIXAL
- INRIA
- INSTITUT SAINT LOUIS - ISL
- INSTITUT VEDECOM
- INTACTILE
- INTERNEST
- INTERSEC
- INVENIS
- ISD - INGENIERIE SERVICES DEVELOPPEMENT
- IXBLUE
- J · JOGAM (CONORM)
- JOHN COCKERILL DEFENSE FRANCE
- JOHN COCKERILL FORTRESS - ADVANCED TECHNOLOGIES
- JPB SYSTÈME
- JSM PERRIN
- K · KALIMA
- KOPP
- KUB CLEANER
- L · LABORATOIRE CEVIDRA
- LAROCHE GROUP
- LEBRONZE ALLOYS
- LERITY (EX LHERITIER)
- LGM
- L'HOTELLIER
- LINKURIOUS
- M · MAGYAR SA
- MAISONNEUVE CITERNE
- MANITOU GROUP
- MANKIEWICZ
- MANUFACTURE DU HAUT RHIN-MHR
- MARCHAL TECHNOLOGIES
- MARCK & BALSAN
- MASA GROUP
- MBDA
- MC2 TECHNOLOGIES
- MCSA
- MECACHROME FRANCE
- METRAVIB
- MFP MICHELIN
- MH INDUSTRIES
- MILTON
- MINILAMPE
- MOOG
- MP SEC DÉFENSE EQUIPEMENT CONSEIL
- MTC (ANCIEN CEPA SAS)
- MUSTHANE
- N · NAE NORMANDIE AEROESPACE
- NAVI TRADE FORWARDERS
- NEXEYA (HENSOLDT FRANCE SAS)
- NEXTER ROBOTICS
- NEXTER SYSTEMS
- NEXUS FRANCE (MSP)
- NEXVISION
- NICOLAS INDUSTRIE
- NOURY SOLUTIONS (CONSEPT)
- NOVAE
- NOVAKAMP
- NOVIUM
- NSE
- NUANCES TECHNOLOGIES
- NUMALIS
- NYCO
- O · OCIS / MILESYS
- ODAS
- ONERA
- OPPSCIENCE
- ORANGE BUSINESS SERVICES
- OUVRY SAS
- OWLINT
- P · PERTIMM
- PEWAG FRANCE
- PHOTONIS TECHNOLOGIES SAS
- PIC DIGITAL
- PLASSYS-BESTEK
- POLE MECANIQUE
- PRAETORIAN TRAJAN
- PREDICT
- PREFABAT
- PRELIGENS
- PRO TEC SECURITE
- PROENGIN
- PRONAL
- PRONEEM
- PRONERGY
- PROTEC INDUSTRIE
- PROTECOP
- PSGDOVER (MOUVEX)
- Q · QAPEX
- QOSGUARD
- QUIRI
- R · RACINE
- RELLUMIX
- RENK
- RISK & CO
- ROXEL
- S · S2M EQUIPEMENT (OMAT)
- SAFRAN ELECTRONICS & DEFENSE
- SAFT
- SAINT GOBAIN SULLY SAS
- SAMAYA
- SAPEM
- SAPL
- SATAM
- SATELIT - ODYSUR
- SCANIA FRANCE
- SCHNEIDER ELECTRIC
- SCILLE SAS
- SECURITAS
- SEGULA MATRA AUTOMOTIVE
- SEKOIA.IO
- SEMA WORLD
- SEMIA
- SERA INGENIERIE
- SERPIKOM
- SERT
- SHARK ROBOTICS
- SILMACH SA
- SINEQUA
- SOCIETE NOUVELLE ZHENDRE
- SOFEMA
- SOFRAME
- SOLARMTEX
- SOPHIA CONSEIL
- SOPRASTERIA
- SPECTRACOM (OROLIA)
- SPHEREA TEST ET SERVICES
- SPIE BATIGNOLLES
- SPRING GROUP
- STARTER - GROUPE DLD
- STAUBLI RACCORD FRANCE
- STERELA
- STRATIFORME INDUSTRIES
- STUDELEC
- STYLE & DESIGN GROUP
- SUNROCK
- SURVEY COPTER
- SURYS
- SYSNAV
- SYSTRAN
- SYT TECHNOLOGIES
- T · TECHNAMM
- TECHNIC EXPORT
- TELEFLOW
- TERAKALIS
- TEXELIS
- THALES GROUP
- THIOT INGENIERIE
- TIMELINK MICROSYSTEMS FRANCE
- TITAN DEFENSE
- TIXEO
- TNS MARS
- TOUTENKAMION
- TRA-C INDUSTRIE
- TRACETEL BNB
- TRELLEBORG
- TURGIS ET GAILLARD
- U · UNAC
- UTILIS
- V · VERNEY-CARRON
- VIRDYS
- VISTORY
- VITEC
- VOCAPIA RESEARCH
- VONA
- W · WINTELLIS

START-UP GENERATE

- A · ADAGOS
- AERIX
- AEROMAPPER
- ANOTHERBRAIN
- B · BLACKLEAF
- C · CHRONOLIFE
- CISTROM
- CYBERZEN
- D · DRONISOS
- DUST MOBILE
- E · ELIKA TEAM
- EOS TECHNOLOGIE
- G · GLIMPS
- GO SECURE
- GOLEM.AI
- GWAGENN
- H · HEROPOLIS
- I · ICOHUP
- INMIND-VR
- L · LABCOOR
- LINGUANOMICS
- M · M-CADOR (GABBER)
- MIDGARD
- MIM&TECH
- MOABI
- MONKILOWATT
- MOS NUTRITION
- N · NEOMIA
- NEXTSUN
- O · OLEA INNOVATION
- OLVID
- ONEEX
- ORIGINAL CUSTOM COMPONENT
- OTHELLO
- OTONOHM
- OUTSIGHT
- P · PANGOLIN
- PELICO
- PERIPHERAL
- PHOENIX EQUIPEMENT
- PROSHOCK
- S · SAHAR
- SEALD
- SECKIOT
- SPARE PARTS 3D
- T · TERREMYS
- TEXPLAINED
- THINKDEEP
- TRAAK
- TRUST IN SOFT
- U · UNIRIS
- V · VIDETICS
- W · WARYME
- Z · Z-AIR (ZAPATA)

GICAT

Groupement des industries françaises de défense
et de sécurité terrestres et aéroterrestres

GICAT.COM

3 Avenue Hoche - 75008 Paris
+33 (0)1 44 14 58 20
contact@gicat.fr

Persès Communication